



L'IMPORTANCE STRATEGIQUE DE LA REGION AUTONOME DU XINJIANG FACE AUX SEPARATISTES OUIGHOURS

**Mémoire de géopolitique
Du Capitaine de Frégate Pascal CARRE
dans le cadre du séminaire « CHINE »**

Directrice : madame Valérie NIQUET

MARS 2006

FICHE DOCUMENTAIRE

1. L'importance stratégique de la région autonome du Xinjiang face aux séparatistes Ouighours ?
2. 2006_memoire_geop_Importance_stratégique_du_Xinjiang_CARRE
3. Capitaine de Frégate Pascal CARRE, marine, France
4. 22 mars 2006
5. Division B – groupe B1
6. Mémoire de géopolitique
7. La région autonome du Xinjiang, située aux confins occidentaux de la Chine a toujours occupé une place à part en Chine. Marquée par des conditions naturelles difficiles, elle conserve pour Pékin un rôle essentiel. Dotée de ressources naturelles importantes, notamment des hydrocarbures, elle continue également à jouer le rôle de trait d'union avec les Républiques d'Asie centrale. Cet intérêt géopolitique conduit Pékin à considérer les mouvements indépendantistes locaux avec inquiétude. Le peuple ouïghour qui est implanté au Xinjiang depuis plus d'un millénaire est donc l'objet d'une politique discriminatoire voire répressive dans l'indifférence de la communauté internationale. Malgré des tentatives d'unification des différents mouvements identitaires, les Ouïghours restent isolés et impuissants. Les Ouïghours étant de confession musulmane, le 11 septembre a donné le prétexte à la Chine pour accroître ses actions répressives en utilisant la rhétorique de la lutte contre le terrorisme international. Les origines culturelles que ce peuple partage avec ses voisins d'Asie centrale mais également avec la Turquie ne lui sont finalement que d'un recours limité, les enjeux géopolitiques de cette région dépassant de beaucoup les intérêts d'un peuple que la colonisation han tend progressivement à rendre minoritaire sur sa propre terre. L'avenir des Ouïghours est aujourd'hui menacé.
8. Mots clés : Chine – Xinjiang – Séparatiste – Ouïghours – Islam – Asie Centrale – Hydrocarbure.

L'IMPORTANCE STRATEGIQUE DE LA REGION AUTONOME DU XINJIANG FACE AUX SEPARATISTES OUIGHOURS

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : Présentation générale

Bref survol historique jusqu'à la chute des Qing

Eléments de géographie physique et humaine

La situation de la minorité ouïghour au Xinjiang

DEUXIEME PARTIE : L'importance stratégique du Xinjiang

Les hydrocarbures

Une importance militaire conservant encore une certaine actualité

Le Xinjiang : trait d'union économique avec l'Asie Centrale

TROISIEME PARTIE : Le séparatisme ouïghour

Le Xinjiang et l'islam

Le mythe de l'homogénéité du nationalisme Ouïghour – l'absence de légitimité internationale

La réponse de Pékin : « l'effet 11 septembre » contre les mouvements séparatistes

Le contrôle chinois sur les mouvements ouïghours passe par l'Asie Centrale !

INTRODUCTION

Le Xinjiang est une région chinoise atypique. Marquée par une situation géographique excentrée et par des conditions climatiques particulièrement difficiles, elle n'en demeure pas moins une région très importante pour la Chine. La région du Xinjiang, « autonome » depuis 1955, n'est cependant pas uniquement marquée par ses caractéristiques géographiques. Son histoire pèse, peut être plus que pour de nombreuses régions du monde, de tout son poids sur son avenir. Habitée depuis presque dix siècles par une population musulmane parlant une langue d'origine turque, elle a, siècle après siècle, jouait un rôle de glacis de protection tour à tour contre les menaces que représentaient des hordes venues d'Asie Centrale, l'Union soviétique et, depuis le début du conflit afghan, la présence sans cesse plus importante des Américains. Si les essais nucléaires sur le site de Lop Nor ont été suspendus, la proximité immédiate du Xinjiang de zones en crise où s'installe un nouvel ennemi potentiel contribue également à accroître son intérêt stratégique sur le plan militaire.

Cette nouvelle menace paraît d'autant plus insupportable à Pékin que la Chine, de plus en plus tributaire de ses importations pétrolières, tente non seulement de renforcer l'exploitation du sous-sol du Xinjiang mais aussi de développer ses importations d'hydrocarbures en provenance de ses voisins d'Asie Centrale. La région du Xinjiang conserve donc plus que jamais son statut de région stratégique pour des raisons économiques.

Pékin est cependant confrontée à un problème qui, sans être nouveau, demeure un sujet de préoccupation : les mouvements séparatistes ouïghours. Cette « ethnie » sans cesse plus marginalisée par la politique d'assimilation menée par Pékin, supporte de plus en plus mal d'être réduite à occuper des responsabilités subalternes, à souffrir de la pauvreté tandis que l'Etat central accroît ce qu'elle considère être le pillage de ses ressources. Ces mouvements, traqués par Pékin, semblent éprouver de graves difficultés à coordonner non seulement leurs actions mais aussi leurs revendications. Dirigés souvent de l'étranger et notamment d'Asie Centrale, ils peinent à se trouver un chef et à asseoir leur légitimité sur la scène internationale. Cette difficulté a encore été accrue davantage après le 11 septembre. La Chine n'a en effet pas hésité à s'autoproclamer « être en lutte contre le terrorisme international », à l'image des Etats-Unis, pour accroître la pression qu'elle faisait déjà peser sur les Ouïghours desservis dans ce contexte de fortes tensions par leur religion, l'islam.

L'objet de cette étude est donc d'évaluer le risque que ces mouvements, qui privent déjà le Xinjiang d'une grande partie des capitaux étrangers, peuvent faire peser sur la Chine. Pour ce faire, une présentation générale de cette région sera réalisée avant de broser les différentes facettes de

son caractère stratégique. L'accent sera ensuite mis sur les Ouighours, sur la réalité du risque de montée de l'intégrisme religieux et sur les difficultés qu'ils rencontrent pour organiser un mouvement à vocation sinon indépendantiste en tout cas autonomiste. Les liens entretenus par Pékin avec les Etats d'Asie centrale seront également évoqués en insistant sur leurs implications sur la vie du Xinjiang.

PARTIE 1 : Présentation générale

1. Bref survol historique jusqu'à la chute des Qing

L'histoire de la région autonome du Xinjiang explique pour partie sa situation actuelle à l'égard du pouvoir central. Elle montre que ce dernier a toujours connu des difficultés pour contrôler cette région de passage. Les dynasties chinoises ont tenté à différentes reprises de la maintenir sous son joug mais des invasions successives qui ont finalement conduit une ethnie de confession musulmane à s'y installer et une langue d'origine turque à s'y propager, l'ont marqué en profondeur. Les Ouïghours seraient et revendiquent d'être le peuple réellement autochtone du Xinjiang. Pékin est loin d'accepter cette version de l'histoire. Un « livre blanc¹ » publié par les autorités chinoises en 2003 n'a de cesse de souligner le lien que l'Ouest lointain de l'empire n'a guère cessé d'entretenir avec le pouvoir central.

Après un très rapide survol de la période couvrant la « naissance » du Xinjiang à la chute des Qing, le 20^{ème} siècle mais surtout la période qui s'est écoulée depuis 1949 seront étudiées en détail.

11. Des « origines » à la chute des Qing

La première pénétration de l'actuel Xinjiang par des Chinois remonte à la dynastie des Hans (empereur Wudi 206 – 220 avant Jésus Christ) dans le cadre de la lutte qui les opposait aux Xiongnu. Ils ne s'y maintiennent cependant pas. La dynastie Tang (618 – 907 après Jésus-Christ) tente à son tour de s'y installer et quatre gouverneurs sont nommés. Cette dynastie perd ensuite le contrôle de cette région après l'arrivée des Tibétains puis des Ouïghours. Ces derniers sont issus d'un peuple turc qui habitait l'actuelle Mongolie où ils auraient maintenu un puissant empire de 744 à 840. A cette date, chassés par des envahisseurs kirghizes, ils auraient émigré vers l'ouest et notamment vers les oasis de l'extrême Ouest de la Chine actuelle. Ils créent alors le « Royaume des Ouïghours occidentaux » qui domine la région de 840 à 1284. Durant cette période, cette population abandonne progressivement son mode de vie nomade pour se sédentariser dans les oasis. Ils se vouent à l'agriculture tout en se convertissant au bouddhisme et au christianisme nestorien. L'islamisation n'interviendra que plus tard puisque cette religion ne commence à se répandre en Asie Centrale qu'à partir du dixième siècle. Ce n'est cependant qu'au treizième siècle

¹ <http://www.china.org.cn/e-white/20030526.htm>, Government White Paper – china.org.cn

que l'islamisation de la région du Xinjiang (avec un islam fortement teinté de soufisme) est considérée irréversible².

Après un bref passage sous le giron chinois de la dynastie Yuan au début du 13^{ème} siècle (c'est à cette époque que le nom « Turkestan » fait son apparition pour baptiser le bassin du Tarim), « l'Etat ouïghour » devient un vassal de l'Empire Mongol musulman des Djaghataïdes³ (la dynastie Djaghataïde est issue de Djaghataï, deuxième fils de Gengis Khan).

Au XV^{ème} siècle, les Mongols dits « occidentaux », bouddhistes tibétains, occupent le nord des Tian Shan, l'actuel Qinghay et le Tibet. C'est à cette dynastie qu'appelle à son aide l'un des mouvements dissidents de « l'Etat ouïghour », appel qui conduit à l'invasion par ces Mongols occidentaux des territoires du sud du Xinjiang. La région devient ainsi une sorte de protectorat de ces derniers jusqu'à la conquête de la région par les armées de la dynastie Qing.

En effet, en 1754, inquiète de la menace que le Xinjiang était susceptible de faire peser sur la Chine, la dynastie Mandchoue des Qing se lance à sa conquête et en prend le contrôle en 1759. Des colonies⁴ s'installent d'abord au nord des Tian Shan, dans la région de la Dzoungarie.

Le 19^{ème} siècle est marqué par des révoltes contre le pouvoir des Mandchous. Les Ouïghours, dirigés par Kwadja font sécession en 1825 et les oasis de Kashgar et Yarkand ne seront reprises qu'en 1828. Selon monsieur Jacques GERNET dans « Le monde chinois », les soulèvements ouïghours au 18^{ème} siècle furent souvent encouragés par des puissances étrangères. L'ensemble de la région échappe au pouvoir central de 1862 à 1878 (c'est une fois encore des oasis occidentales du Xinjiang que l'insurrection avait débuté). C'est à cette date que les Qing, aidés financièrement par les Britanniques⁵ et grâce à un chef militaire chinois qui s'était illustré lors de la révolte des Taiping, Zuo Zongtang⁶, reprennent le contrôle de la région.

A l'image de l'ensemble de la Chine, la période qui s'écoule entre la chute de la dernière dynastie chinoise en 1911 et l'avènement de la République Populaire de Chine est particulièrement troublée au Xinjiang. Les révoltes locales succèdent aux contrôles autoritaires par quelques potentats comme Sheng Shicai tandis que l'URSS profite de cette instabilité pour s'immiscer dans les affaires de la région. Cette situation incertaine a permis la création en 1933 de l'éphémère

² <http://www.ceri-sciencepo.com/publica/cemoti/texte25/aubin.pdf>, AUBIN Françoise, « L'arrière plan historique du nationalisme ouïghour, le Turkestan Oriental des origines au XX^{ème} siècle »

³ La région est alors convertie à l'islam dans sa totalité. Cette islamisation est le fruit de cheikhs issus de l'ordre soufi Naqshbandi qui caractérise encore aujourd'hui l'islam rencontré dans cette région. Ceci réfute d'ailleurs les soupçons de collusion pour des raisons purement religieuses entre le terrorisme islamique international souvent issue de l'islam rigoriste Wahhabite et cet islam soufi plus spirituel.

⁴ Ces colonies étaient à la fois civiles et militaires et étaient chargées de la sécurité et de la mise en valeur de la région. Certains voient en elles les « ancêtres » des « Corps de production et de construction du Xinjiang », les « Bingtuans ».

⁵ Durant cette période, les Britanniques voyaient l'expansion de la Russie tsariste en Asie Centrale comme une menace sur son empire colonial en Inde, c'est « le grand jeu ». Ils ne voulaient donc pas que le Tsar s'empare également du « Turkestan oriental ».

⁶ Selon monsieur Jacques Gernet, *Le Monde Chinois*, éditions Armand Colin, 1999, les emprunts coûteux qui ont été faits à l'occasion de cette campagne du Xinjiang ont contribué à épuiser l'Empire du milieu.

République islamique du Turkestan Orientale⁷ qui sera renversée dès 1934 (Etat islamique fondé sur l'application de la Charia) puis de la République Indépendante du Turkestan Oriental entre 1944 et 1949 avec la bénédiction de Moscou.

12. La situation de 1949 à nos jours.

Si Pékin contrôle le Xinjiang depuis 1949, force est de constater que sa maîtrise de cette région est restée fragile. La période qui suit 1949 est essentiellement marquée par le renforcement des visées de Moscou sur cette région et ses richesses : ainsi l'armée Rouge y implante des garnisons tandis que Moscou s'arroge des privilèges commerciaux et miniers importants. Enfin, entre 1972 et 1977⁸, l'URSS a pu prendre possession d'un territoire de 2800 kilomètres carrés.

Il n'est donc pas étonnant que les mouvements indépendantistes ou autonomistes largement marqués par le passé tumultueux de cette région mettent en avant l'islam, le panturquisme, leurs origines historiques (etc) pour justifier leurs revendications. Sur le plan politique, la période qui suivra 1949 sera marquée par une succession de tensions et de détente vis-à-vis des populations de la région autonome du Xinjiang. De 1950 à 1952, période des « trois antis », Pékin engage une politique de répression contre toute revendication d'autonomie ou même d'identité culturelle. En 1955, signe d'une relative détente, le Xinjiang obtient le statut de « Région autonome ».

La révolution culturelle des années 60 a ensuite été très dure pour les minorités religieuses : les mosquées ont été détruites ou fermées, des sites religieux antiques profanés etc. En 1978, l'arrivée au pouvoir de l'équipe de Deng Xiaoping s'est traduite par une relative détente. Les musulmans chinois ont ainsi eu l'autorisation de quitter le territoire national pour se rendre à la Mecque tandis que des musulmans étrangers étaient autorisés à se rendre en Chine. Ces voyages ont permis un brassage des idées. Ce phénomène nouveau en Chine a entraîné une meilleure prise de conscience par les Ouïghours de la réalité de leurs conditions de vie et n'a fait que renforcer leur ressentiment à l'égard des Hans, ressentiment qu'ils pouvaient également exprimer plus librement. Ce sentiment s'est ainsi parfois transformé en manifestations qui ont provoqué des échauffourées puis des émeutes. Celles-ci ont progressivement dégénéré en actions armées violentes qui se sont traduites par un certain nombre d'attentats. Cette escalade a conduit au début des années 90 à une reprise en main par le pouvoir central de la situation au Xinjiang. Un contrôle plus strict de la pratique religieuse a notamment été institué. La répression s'est également faite plus dure : écrasement des insurrections de Baren en 1990 et de celles de Hotan et Ghuldja en 1995. Ce renforcement du pouvoir central sur les minorités ouïghours a également été encouragé au début des années 90 par la création des nouvelles Républiques d'Asie Centrale. En effet, la naissance de ces nouveaux Etats

⁷ Cette République ne s'étend en réalité que sur une partie très réduite à l'extrême sud – ouest de l'actuelle région autonome du Xinjiang. (« Les études du CERI – n°110 – octobre 2004 – « Opposition politique, nationalisme et islam chez les Ouïghours du Xinjiang » Rémi Castets – carte n°3).

⁸ <http://cemoti.revues.org/document144.html>, KELLNER Thierry, « La Chine et les Républiques d'Asie Centrale : de la défiance au partenariat ».

a fait craindre à Pékin qu'elle ne vienne à renforcer la volonté sécessionniste des Ouïghours. Enfin, les campagnes baptisées « Frapper fort » du milieu des années 1990 auraient également fait des dizaines de morts, des centaines de blessés tandis que des milliers de personnes auraient été emprisonnées. Pékin adoptait alors une politique de communication « a minima » visant à cacher à l'opinion internationale les difficultés rencontrées dans cette région mais également la nature exacte des réponses adoptées par le pouvoir central. Cette situation a à présent nettement évolué.

En effet, le 11 septembre 2001, sans marquer un réel tournant dans la politique chinoise, a donné au pouvoir central l'opportunité de conférer à son action une nouvelle légitimité. En assimilant sécessionnisme ouïghour au terrorisme, Pékin a pu accroître le nombre de ses opérations de « contrôle » de la région en arguant de la participation chinoise à l'effort international de lutte contre le terrorisme.

Si l'histoire est marquée par les difficultés récurrentes qu'a connues Pékin pour s'assurer le contrôle de cette région, l'actualité montre que celles-ci demeurent encore aujourd'hui préoccupantes pour le pouvoir central de l'Empire du milieu.

2. Eléments de géographie physique et humaine

La région autonome du Xinjiang est la région de Chine la plus éloignée du pouvoir central. Pékin est en effet située à environ 4000 kilomètres de la « capitale » du Xinjiang, Urumqi. Ce point est fondamental car il explique en partie à lui seul les relations fondées souvent sur la suspicion entretenue entre les deux villes tout au long de l'histoire. A cet éloignement s'ajoutent des moyens de communication qui continuent à être souvent rudimentaires, des conditions météorologiques difficiles qui contribuent à maintenir cette région reculée dans une situation toujours quelque peu enclavée où les capitaux nationaux mais surtout étrangers arrivent avec difficultés.

21. Une région des extrêmes

La région autonome du Xinjiang s'étend sur 1 646 800 de kilomètres carrés (environ trois fois la France) et a des frontières avec huit Etats : l'Inde, le Pakistan, l'Afghanistan, le Tadjikistan, le Kirghizstan, le Kazakhstan, la Russie et la Mongolie. Elle est constituée de deux bassins, celui de la Dzoungarie au nord et celui du Tarim⁹ au sud qui sont séparés par le massif des Tian Shan qui s'étale d'est en ouest sur une distance de 1500 kilomètres. Région contrastée qui culmine à 8611 mètres mais descend également à - 155 mètres, elle n'en demeure pas moins essentiellement désertique¹⁰. Cette caractéristique engendre des difficultés importantes pour l'exploitation d'un sous-sol aux richesses prometteuses. Parmi ces dernières peuvent être citées les hydrocarbures mais

⁹ Le bassin du Tarim est occupé en son centre par le désert du Taklamakan célèbre pour le site de Lop Nor où les Chinois procédaient jusqu'en 1996 à leurs essais nucléaires.

¹⁰ Précipitation annuelle évaluée entre 100 et 500 mm, certaines régions comme celle de Kashgar recevant à peine 100 mm annuellement.

également des gisements de métaux précieux (or, plomb, zinc, cuivre etc) tandis que l'agriculture, notamment la culture du coton, ne doit pas non plus être négligée.

22. Une population bigarrée

La population actuelle du Xinjiang est évaluée à 20 millions environ. Elle se caractérise par une densité faible, inférieure à 9 habitants au kilomètre carré¹¹ et une répartition géographique dispersée en raison des conditions naturelles. La population se regroupe en effet dans les principales villes (ou une grande partie des Hans est installée notamment à Urumqi qui compte, selon le recensement de 2000, environ 2,1 millions d'habitants) ou s'isole dans un certain nombre d'oasis, ce qui est le cas des Ouighours traditionnellement très attachés à cet environnement. Cet isolement renforce le caractère identitaire des villages ouighours qui ne se reconnaissent pas dans « l'idéal » chinois mais qui éprouvent également des difficultés à adhérer à un message identitaire qui dépasserait l'oasis et voudrait rassembler toute une ethnie. L'oasis reste encore aujourd'hui la principale référence. De cette réalité résulte les difficultés rencontrées par les dirigeants ouighours quand ils tentent de rassembler derrière eux la totalité des Ouighours.

La diversité ethnique est également un caractère marqué de la géographie humaine de la région autonome du Xinjiang. La population Han serait aujourd'hui majoritaire ou proche de l'être. Si elle était évaluée à 6 % de la population totale de la région en 1949, ce chiffre atteignait 39% en 1990 et environ 40,6 % en 2002¹². Cette évolution traduit la volonté politique du pouvoir central de « siniser » la région. Cette politique s'accompagne également de mesures de discrimination à l'égard des habitants non Hans. Le reste de la population est une mosaïque d'ethnies (une vingtaine est répertoriée dont la majorité parle une langue d'origine turque) dont les Ouighours musulmans qui sont localisés essentiellement dans le bassin du Tarim et dans la région de Kulda, les Kazakhs, les Kirghiz, les Tatars, les Huis (4,5 % de la population du Xinjiang, ethnie Han musulmane) etc.

Lors du recensement officiel de 1990, les ethnies non Han étaient représentées comme suit (pour une population totale estimée à l'époque à 15,2 millions d'habitants) :

- peuples parlant une langue d'origine turque : Ouighours, 7,2 millions, Kazakhs, 1,1 millions, Kirghiz, 141 milles, Salars, 87,6 milles, Uzbeks 14,5 milles, Tartares, 4,9 milles ;

¹¹ TROLLIET Pierre, *Géographie de la Chine*, éditions Que sais-je ?, 1996.

¹² Revue « Questions Internationales » n°6 – mars-avril 2004.

- peuples parlant une langue d'origine Toungouse Mandchou : Xibes, 172,8 milles ;
- peuple parlant une langue d'origine perse : Tadjiks : 33,5 milles ;
- peuple d'origine slave : Russes, 13,5 milles.

Si officiellement la Chine mène une politique respectueuse des différentes ethnies présentes sur son sol, il apparaît pourtant que Pékin a opté pour un processus tendant à rendre minoritaire et à assimiler progressivement les Ouighours en promouvant la colonisation Han. En raison de cette politique, le temps joue indéniablement à la défaveur des Ouighours. Cette réalité mais aussi l'environnement géopolitique de la région contribuent à la radicalisation de certains mouvements indépendantistes.

3. La situation de la minorité ouïghour au Xinjiang

31. La colonisation han : les « bingtuans »

Depuis les années 1950, Pékin a encouragé l'envoi de colons Hans en mettant en place les « Corps de production et de construction » du Xinjiang (Bingtuans). Ces « soldats – paysans » ont permis de développer progressivement l'économie de la région tout en fixant sur place des soldats démobilisés à l'issue de la guerre civile. Ces bingtuans forment des entités puissantes qui relèvent directement du pouvoir central. Si elles ont pour rôle historique de développer l'agriculture, elles disposent également d'un système judiciaire qui leur est propre, de prisons, de camps de travail (etc). Ce système qui a disparu des autres régions chinoises a été renforcé au Xinjiang au début des années 1980. Le nombre des membres des bingtuans (qui sont à 90% Han) est évalué à 2,4 millions. Subventionnés à près de 80% par le gouvernement, ils détiennent le tiers des surfaces cultivables. Le développement des infrastructures, notamment le réseau ferroviaire, leur a permis de s'installer dans un premier temps dans les zones nord du Xinjiang. Depuis quelques années, ils ont commencé à renforcer leur présence dans le sud de la région. Le bassin du Tarim, zone d'implantation traditionnelle des Ouighours se voit ainsi progressivement « colonisé » par les Hans, phénomène qui ne se développe pas sans heurt. Si les chiffres ne sont pas connus avec une grande précision, il est possible que cette politique ait déjà conduit les Ouighours à ne plus être majoritaires dans leur propre région.

32. Les conséquences de cette colonisation : marginalisation des minorités et renforcement du ressentiment à l'égard des populations Han

321. L'aspect économique

La présence sans cesse plus importante de colons Hans entraîne des tensions exacerbées par des inégalités économiques flagrantes, le non-respect des pratiques culturelles, le phénomène de ce qui est ressenti comme la dépossession de terres traditionnellement ouïghours sans compter la répression dont sont l'objet les minorités.

Sur le plan économique, le Xinjiang a été l'attention des autorités chinoises ce qui lui a permis de connaître durant les vingt dernières années un taux de croissance nettement supérieur à la moyenne nationale. Pourtant, les investissements étant essentiellement destinés aux zones « colonisées », les Ouïghours n'ont bénéficié que faiblement d'un relatif dynamisme économique et les écarts entre Hans et non Hans se sont creusés. Les Ouïghours restent bien souvent marginalisés et leur niveau de vie demeure nettement inférieur à celui de leurs voisins Hans. Selon monsieur Rémi Castets¹³ dans « Opposition politique, nationalisme et islam chez les Ouïghours du Xinjiang », « la faiblesse du PIB par habitant dans le bassin du Tarim où se concentrent les trois quarts de la population ouïghours du Xinjiang laisse supposer qu'une part importante des familles dispose de revenus inférieurs au seuil de pauvreté chinois ».

322. Les problèmes liés à l'éducation

Les minorités maîtrisant mal ou pas du tout le mandarin sont bien souvent marginalisées. Beaucoup d'emplois leurs sont difficilement attribués tandis que l'administration et les postes à responsabilité ne leur sont accessibles que s'ils maîtrisent le mandarin. Les Ouïghours, s'ils veulent assurer un avenir à leurs enfants doivent les envoyer dans des écoles qui enseignent cette langue. Ce choix présente cependant un risque d'acculturation dénoncé par les mouvements « autonomistes » (mais sans doute recherché par Pékin¹⁴...). Certains Ouïghours, notamment ceux installés dans des oasis isolées, n'ont d'ailleurs même pas ce choix. Faute d'écoles dispensant des cours en mandarin, leurs enfants sont condamnés à n'apprendre que le ouïghour (quand ils l'apprennent) ce qui les condamne à un avenir difficile.

Cette différence de niveau scolaire, couplée à une embauche souvent discriminatoire, confine les Ouïghours dans les emplois les moins qualifiés et entretient un fort taux de chômage au sein de cette population.

¹³ <http://www.ceri-sciencepo.com/publica/etude/etude110.pdf>, CASTETS Rémi, « Opposition politique, nationalisme et islam chez les Ouïghours du Xinjiang ».

¹⁴ Selon monsieur Michel Jan, dans <http://cemoti.revues.org/document51.html>, JAN Michel, « L'intégration du Xinjiang dans l'ensemble chinois : vulnérabilité et sécurité », les Hans implantés au Xinjiang (toujours plus nombreux) sont fortement attachés à l'ensemble chinois et contribuent à renforcer l'attachement de la région autonome du Xinjiang à l'ensemble du monde chinois.

323. L'aspect culturel

Les ouïghours sont également fortement irrités par les restrictions culturelles qui leur sont imposées par le pouvoir de Pékin. Les autorités centrales imposent en effet un encadrement plus ou moins strict au rythme des politiques adoptées à l'égard de la religion. Les mosquées, souvent détruites, parfois entretenues, font l'objet de la part de l'administration, d'une étroite surveillance et de lois jugées souvent contraires à la liberté de la pratique religieuse (notamment dans le domaine du contrôle des naissances qui est critiqué et combattu par les responsables religieux). Celles-ci entraînent, de la part de musulmans parfois inspirés par des mouvements intégristes, des réactions violentes qui se sont traduites par des assassinats, les « imams d'Etat » en étant souvent la cible.

Au-delà des aspects religieux, les organisations ouïghours n'ont de cesse de dénoncer la menace qui pèse sur la culture ouïghour et en particulier sur leur langue, menace qui se traduit par la nécessité de maîtriser le mandarin (voir para. 322) mais aussi par la destruction de certains livres jugés « subversifs » et qui parfois ne faisaient que décrire des traditions ancestrales de cette minorité¹⁵.

Les Ouïghours, confrontés à des difficultés croissantes au Xinjiang se retrouvent ainsi progressivement marginalisés dans leur propre « pays ». Les inégalités auxquelles ils sont confrontés sont nombreuses et parfois couplées :

- inégalités dans le domaine économique ;
- retard accumulé en terme d'éducation ;
- mortalités infantiles 3,6 fois supérieure à celle des Hans ;
- espérance de vie presque de 10 années inférieure à celle des Hans

Elles ont engendré un vif ressentiment chez un peuple pourtant jugé traditionnellement peu vindicatif. A cela doit être ajouté que les Ouïghours sont frappés par des maux nouveaux à savoir le développement de la criminalité, la consommation de la drogue et la propagation du sida.

Se sentant exclus, les Ouïghours tentent de s'organiser pour faire entendre leur voix, pour certains de manière pacifique, tandis que d'autres sont susceptibles de prêter une oreille attentive aux mirages des discours tenus par des extrémistes religieux. Les revendications ouïghours sont ainsi relativement variées voir évolutives en fonction des époques : velléités indépendantistes, demandes de plus de libertés culturelles et religieuses ou encore, au début des années 90, demande de l'arrêt des essais nucléaires.

Ce sentiment d'exclusion est d'autant plus fort qu'il se développe au sein d'une région dont l'importance stratégique se renforce à bien des égards. Le corollaire de ces deux phénomènes qui croissent en parallèle est l'inquiétude de Pékin qui ne tolérera pas de voir des minorités perturber sa

¹⁵ Le cite internet « Quibla.net » (<http://www.quibla.net/asia/Xinjiang.htm>) comptabilise ainsi quelques 350 livres qui auraient été frappés d'opprobre par Pékin.

politique dans une région à laquelle elle accorde une grande importance. Les Ouighours se voient ainsi conférer un poids qui ne semble pas réellement en accord avec leur nombre ni même avec leur réel pouvoir de nuisance.

PARTIE 2 : l'importance stratégique du Xinjiang

La région autonome du Xinjiang, située aux confins occidentaux de la Chine jouait un rôle de glacis protecteur contre l'URSS durant la guerre froide. Avec l'écroulement de l'Union soviétique et la naissance des « nouvelles » Républiques d'Asie Centrale, le Xinjiang a progressivement repris son rôle économique majeur. Terre renfermant des richesses essentielles pour la Chine, elle retrouve également sa valeur de terre de transit : après avoir été un maillon important de la route de la soie, elle est appelée à devenir, aux dires de Pékin, la prochaine « route des hydrocarbures ». Pourtant, la guerre en Afghanistan qui a engendré la présence, étouffante pour Pékin, des forces armées américaines à proximité immédiate de ses frontières, redonne à nouveau à cette région essentiellement désertique, un rôle militaire qu'elle semblait être appelée à perdre ou dont l'importance pouvait progressivement être réduite. Finalement, le qualificatif employé par certains auteurs conserve toute son actualité : le Xinjiang reste en effet le « tremplin stratégique » de Pékin vers l'Asie Centrale.

1. Les hydrocarbures

11. Une estimation des réserves

Dès le début du 20^{ème} siècle, l'importance stratégique des réserves de pétrole et de gaz naturel au Xinjiang était soulignée et n'était sans doute pas étrangère au regard bienveillant que l'URSS a porté, tout au long de ce siècle, sur cette région reculée de la Chine.

Aujourd'hui, alors que la Chine connaît une croissance économique qui s'accompagne d'un besoin sans cesse plus important d'énergie, les ressources en hydrocarbures de la région autonome du Xinjiang pourrait voir croître¹⁶ l'intérêt que lui porte Pékin malgré un coût d'exploitation important auquel il faut ajouter celui engendré par l'acheminement du produit raffiné vers les grands centres industriels de l'Est du pays. Il est actuellement estimé que seules 10% des réserves en gaz du bassin du Tarim seraient découvertes alors que l'ensemble de ces réserves représenterait 22% des gisements nationaux¹⁷.

Les réserves de pétrole sont également relativement méconnues. Les chiffres évoqués sont nombreux et parfois contradictoires. Les sources chinoises parlent de l'existence de plus de 10 milliards de tonnes renfermées dans le sous-sol du seul bassin du Tarim. Des chercheurs évoquent

¹⁶ L'exploitation des ressources pétrolières du Xinjiang n'est pas nouvelle. Des gisements étaient déjà exploités dès 1907. Des prospections conduites en 1934 ont permis la découverte des gisements de Turfan.

¹⁷ Revue « Questions internationales » n°6 – mars – avril 2004.

l'existence de 20 à 30 milliards de tonnes¹⁸. Selon monsieur Hamid KHAMRAEV, cette incertitude viendrait du fait que si 200 gisements ont été identifiés, tous ne seraient pas encore exploités faute de moyens financiers et technologiques suffisants.

S'il existe un certain consensus chez les scientifiques pour dire que le pétrole du Xinjiang est de bonne qualité et que les gisements sont situés à une faible profondeur, les conditions climatiques désertiques de cette région rendent cependant leur exploitation difficile. En raison de ces difficultés, des investissements importants et notamment étrangers seraient nécessaires. Ces investissements ne peuvent cependant être justifiés que par une certaine garantie de rentabilité. Celle-là dépend de plusieurs facteurs que Pékin ne peut pas encore assurer aujourd'hui à d'éventuels investisseurs étrangers. Le problème de la stabilité de la région fait notamment aujourd'hui office d'épouvantail.

12. Les difficultés d'exploitation

L'exploitation du sous-sol du Xinjiang présente un certain nombre de difficultés qui, jusqu'à présent, n'ont pas été surmontées dans leur totalité par le pouvoir central de Pékin.

L'éloignement de cette source d'énergie des principaux centres de consommation et des sites industriels chinois situés dans l'Ouest du pays¹⁹ représente un premier obstacle. Il contribue à accroître le coût d'exploitation de cette ressource. En outre, les exploitants sont confrontés en permanence aux températures élevées et à l'ensablement quand ils tentent de valoriser des réserves situées en majorité au cœur du désert du bassin du Tarim. Le Nord du Xinjiang où ont été exploités les premiers gisements a fait l'objet d'implantation de populations Han mais aussi d'un soin particulier en matière d'infrastructures de transport, de modernisation des installations (etc). Par opposition, la région du bassin du Tarim n'a bénéficié que de faibles investissements ce qui rend d'autant plus difficile l'exploitation de ses ressources.

Pourtant, si les difficultés techniques ne doivent pas être négligées, ce sont sans doute les difficultés d'ordre politique (mais sans doute aussi d'ordre administratif, à l'image de celles rencontrées par l'ensemble des sociétés étrangères qui viennent s'implanter dans l'Empire du milieu) qui font souvent office de repoussoir pour des sociétés étrangères éventuellement intéressées. En effet, le bassin du Tarim est historiquement une zone de faible implantation Han. C'est également dans cette zone que les revendications autonomistes sont les plus virulentes.

Il faut ajouter que les Ouïghours regardent toujours avec méfiance les projets d'ouverture de nouveaux gisements. En effet, quand Pékin entreprend l'exploitation des ressources du Xinjiang, ils savent que cette démarche est un signe avant coureur d'une arrivée massive supplémentaire de

¹⁸ <http://cemoti.revues.org/document58.html> , KHAMRAEV Hamide, « La géopolitique du pétrole ».

¹⁹ Il faudrait environ 3500 kilomètres d'oléoduc pour relier le bassin du Tarim aux principales régions industrielles chinoises.

colons Hans synonyme de risques d'acculturation pour eux. Les ethnies n'hésitent pas non plus à qualifier ces actions de « pillages » réalisés par l'Etat central au détriment des populations locales. Il est vrai que les exploitations pétrolières ont finalement peu apporté aux Ouïghours. En effet, les investissements qui ont été consentis dans cette région ont visé essentiellement les infrastructures destinées à l'évacuation des hydrocarbures vers les zones de raffinage puis de « consommations » : oléoduc, chemins de fer²⁰ et n'ont donc pas directement contribué à l'amélioration du niveau de vie des populations locales.

Par conséquent, les différences de traitement dont sont l'objet les zones d'implantation non-han, le « pillage » des richesses du Xinjiang, le retard qu'accuse son développement par rapport à d'autres régions de la Chine engendrent un ressentiment de plus en plus vif chez les Ouïghours. Ce sentiment se traduit parfois par des actions parfois violentes qui n'incitent pas les investisseurs étrangers à s'intéresser à cette région²¹.

13. Le Xinjiang : zone de transit des hydrocarbures de Caspienne

L'importance du Xinjiang relative aux hydrocarbures ne se limite cependant pas aux seules ressources de son sous-sol. Cette région située aux confins de la Chine occidentale pourrait également servir de terre de transit des hydrocarbures de Caspienne vers la Chine et éventuellement vers la Mongolie, le Japon (etc)²². Le rapprochement entre la Chine et les Etats d'Asie centrale, et notamment le Kazakhstan, n'est pas étranger à ce projet. Les sociétés d'exploitations pétrolières et gazières s'intéressent depuis plusieurs années aux hydrocarbures kazakhs : en août 1997, le gouvernement chinois a obtenu une licence d'exploitation d'un des plus grands gisements de pétrole kazakh (Aktobe). En novembre de la même année, le ministère de l'énergie kazakh et la compagnie d'exploitation pétrolière chinoise ont signé un accord d'un montant de 9 milliards de dollars.

Si la Chine se positionne de manière avantageuse sur les sites d'exploitation, l'acheminement des ressources demeure un sujet de préoccupation majeur. Jusqu'à présent, le pétrole kazakh arrive en Chine par voie ferrée. Un accord signé en 1997 prévoit la construction d'un oléoduc reliant le Kazakhstan aux ports chinois, oléoduc qui traverserait le Xinjiang. Le Japon, au travers d'un projet baptisé « Route de la soie du 21^{ème} siècle » s'intéresse également à un oléoduc qui relierait la Caspienne aux ports d'extrême orient.

²⁰ En l'absence d'un réseau d'oléoducs développé, une grande partie des hydrocarbures du Xinjiang est transportée par voie ferrée vers les différentes régions chinoises.

²¹ Certains contrats ont cependant été signés mais restent encore aujourd'hui insuffisants au regard des ressources potentielles. En 1991, les compagnies nationales chinoise et japonaise ont signé un accord pour l'exploitation d'un gisement de 30 000 kilomètres carrés dans le sud-ouest du bassin du Tarim. Un autre appel d'offre a également été lancé en 1993, appel d'offre qui déclarait ouvert aux compagnies étrangères les champs pétrolifères de ce même bassin.

²² Au-delà du transit des hydrocarbures, Pékin considère que la Chine, via le Xinjiang, pourrait être une solution séduisante pour le désenclavement des Républiques d'Asie centrale.

Si les projets sont nombreux (et relève parfois du mythe ...), les réalisations peinent à avancer. La construction d'un oléoduc progresse cependant. Une première section relierait Atyrau à Kenkiyak. Elle serait déjà opérationnelle. La section entre Kenkiyak et Alashankou (la construction a débuté à l'été 2004 et devrait être achevée en 2006) est en cours de réalisation. De là, le pétrole devrait être acheminé par voie ferrée jusqu'aux raffineries du Xinjiang. Un projet de gazoduc entre le Kazakhstan et le Xinjiang serait également à l'étude²³. Ces importations en hydrocarbures devraient contribuer au développement de cette région. Elles renforcent surtout encore davantage l'importance stratégique d'une région que Pékin continue à avoir du mal à contrôler.

Le pari des hydrocarbures est donc encore loin d'être gagné. Le flou qui existe actuellement sur l'état d'avancement des projets est sans doute révélateur des difficultés rencontrées. Cet engouement de Pékin pour les hydrocarbures de la mer Caspienne a débuté avec l'indépendance des Républiques d'Asie Centrale. Notons que c'est à la même époque, en 1993, que la Chine est passée du statut d'autosuffisance à celui de dépendance dans le domaine énergétique. Par opposition aux ressources du Moyen Orient mais également africaines pour lesquelles la marine chinoise était (et est toujours) incapable d'assurer la sécurité du transit maritime, la mer Caspienne présentait alors en terme stratégique l'avantage énorme de proposer à la Chine des ressources accessibles et peu exposées aux menaces militaires. Cet intérêt reposait sur l'axiome selon lequel Pékin restait maître de la stabilité de la région. La crise afghane qui s'est accompagnée du déploiement et de l'installation des forces armées américaines ne réduisent pas l'intérêt porté aux hydrocarbures mais en complique considérablement les données d'exploitation. Cette nouvelle menace couplée à des réserves acquises par les consortiums chinois au Kazakhstan jugées en définitive insuffisantes pour assurer la rentabilité des oléoducs envisagés contrarie quelque peu les projets chinois. Ces éléments peuvent expliquer peut être pour partie le retard pris par les différents projets. L'importance stratégique du Xinjiang, trait d'union entre Pékin et les Républiques d'Asie Centrale, n'en reste pas moins d'actualité.

2. Le Xinjiang : trait d'union économique avec l'Asie Centrale

La proximité ethnique de la population peuplant le Xinjiang de celle occupant les Républiques d'Asie Centrale confère à la région autonome des atouts significatifs pour développer ses liens économiques. Les Républiques d'Asie Centrales représentent en effet un marché potentiel

²³ Cet oléoduc devrait s'étendre sur une longueur de 6000 kilomètres et transporter 400 000 barils par jours. <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/mer-caspienne/oléoduc-construction>, « Gazoducs et oléoducs en construction ».

intéressant²⁴. Le Xinjiang est devenu progressivement un point de passage important pour la Chine (80% du commerce sino-kazakh passe à présent par cette région). En 1995, Pékin a autorisé l'ensemble des unités administratives à faire du commerce avec l'étranger et en 2000, les échanges avec les pays voisins représentait 58% du commerce extérieur de la région autonome.

Si la Chine est effectivement très intéressée par le développement des échanges avec les Républiques d'Asie Centrale pour des raisons économiques, pourtant, les répercussions en terme de politique intérieure ne doivent pas être négligées. En effet, le renforcement des échanges avec les Républiques d'Asie Centrale devrait contribuer à développer le Xinjiang qui demeure encore économiquement très en retard par rapport au reste de la Chine. Les dirigeants chinois considèrent que la prospérité économique de la région devrait permettre de « réduire les tendances indépendantistes ouïghours²⁵ ». Pour renforcer cette politique, ils ont également mis l'accent sur le développement des infrastructures de transport. Pourtant, l'attractivité accrue du Xinjiang favorise encore davantage la venue des Hans et avec elle la « dilution » ou plutôt l'assimilation des Ouïghours progressivement minoritaires chez eux. L'arrimage du Xinjiang au reste de la Chine est ainsi renforcé. Une question mérite cependant d'être posée : le développement économique du Xinjiang ne réduira la portée du discours des séparatistes ouïghours que si cette minorité bénéficie effectivement de ce « décollage » économique ce qui est encore loin d'être vrai aujourd'hui. Par contre le flux croissant de Hans dans le bassin du Tarim risque au contraire d'accroître le ressentiment et de venir en appui aux thèses séparatistes.

Le développement des relations économiques avec les Etats d'Asie Centrale est stratégique pour Pékin et passe par le Xinjiang qui joue un rôle de « facilitateur » commode pour Pékin. Parallèlement, le désenclavement de cette région vise à réduire l'influence « néfaste » des séparatistes ouïghours tout en, pourquoi pas, rendant plus attractive pour les investisseurs étrangers une région jugée souvent non sûre.

Si « en plus » cette politique favorise la pacification de la région, tant mieux. (...). Cet aspect de la politique économique menée par Pékin vis-à-vis de l'Asie centrale n'est cependant pas essentiel car elle conserve de toute façon l'arme de la répression pour stabiliser le Xinjiang.

3. Une importance militaire conservant encore une certaine actualité

De tout temps, le Xinjiang a représenté une barrière naturelle protégeant l'Empire du Milieu de la menace que faisaient peser sur lui les peuples nomades des steppes centrasiatiques. Beaucoup plus

²⁴ En février 1992, une délégation dirigée par Li Donghui, vice-Président de la région autonome du Xinjiang, s'est rendue au Kirghizistan, au Kazakhstan et en Ouzbékistan afin d'explorer les moyens d'étendre la coopération entre la région autonome et ces nouvelles Républiques. A cette même époque, la Chine et les Républiques d'Asie Centrale ont signé des accords visant à favoriser les échanges commerciaux.

²⁵ http://www.grip.org/pub/rapports/rg02-1_chine.pdf, KELLNER Thierry, « La Chine et la nouvelle Asie Centrale, de l'indépendance des Républiques centrasiatiques à l'après 11 septembre »

tard, elle continuait à jouer ce rôle face à une URSS qui plaçait la Chine en position de vulnérabilité en raison notamment de la longueur de la frontière qu'elle partageait avec l'Union Soviétique mais qu'elle maîtrisait mal.

Avec l'indépendance des « nouvelles » Républiques d'Asie Centrale, le Xinjiang a conservé une importance mais pour des raisons sans doute plus variées : économique, liée aux hydrocarbures ... Comme il l'a été souligné ci-dessus, la Chine devient de plus en plus tributaire des pays d'où elle importe ses ressources énergétiques au rang desquels on compte ces Républiques et notamment le Kazakhstan. Ce rôle est appelé à se renforcer. Les projets plus ou moins aboutis d'oléoducs ou de gazoducs en provenance de Caspienne renforcent l'intérêt stratégique du Xinjiang et justifient la place qui y est occupée par l'armée. Enfin et même si la frontière avec l'Afghanistan est peu étendue, le dispositif que les Chinois y maintiennent contribue également à lutter contre le trafic de drogues en provenance de ce pays²⁶.

Pourtant, le 24 avril 1996, la Chine a signé avec les Etats frontaliers un accord portant sur la réduction des forces et sur des mesures de confiance couvrant une bande d'une profondeur de 100 kilomètres de part et d'autre de la frontière. Cet accord traduisait peut être à l'époque que la Chine se sentait, pour une fois, « en sécurité » sur sa frontière occidentale. La situation a cependant nettement évolué depuis le 11 septembre 2001. Le rôle stratégique en terme « militaire » de la province autonome du Xinjiang, s'est trouvé renforcé par la crise afghane. La nature de la menace a évolué, Washington ayant pris la place de Moscou. Elle n'en reste pas moins un sujet de préoccupation majeur pour Pékin qui se sent ainsi directement menacée sur son extrême Ouest tout en perdant également progressivement son influence sur le Pakistan gagné malgré lui par « l'impérialisme américain ».

Cette nouvelle donne stratégique vient ainsi contrarier la politique chinoise de diversification de ses approvisionnements en hydrocarbures. Les Chinois, pour se prémunir de cette nouvelle menace, auraient ainsi mis en place un dispositif « en profondeur » de contrôle de la frontière combinant des unités de l'armée, des gardes frontières, de police mais également en s'appuyant sur les « bingtuans ». Pourtant, les difficultés rencontrées par les Américains, en Ouzbékistan notamment, montrent que la situation est loin d'être figée dans cette région. La Chine a encore une carte à jouer même si les « Etats tributaires » d'Asie Centrale n'ont pas hésité à se rapprocher de l'OTAN par le biais du Partenariat Pour la Paix (au grand désespoir de Pékin).

Le jeu d'influence se poursuit et dans cette partie le Xinjiang a incontestablement un rôle majeur à jouer. Il justifie à lui seul l'intérêt que lui porte jalousement Pékin. Si les soupçons d'actions subversives engagées par la CIA en son sein paraissent peu fondés, il est cependant certain que

²⁶ Le Xinjiang demeure une des régions qui souffre le plus du fléau de la drogue. L'une des raisons pour lesquelles Pékin entretenait des relations « cordiales » avec le régime taleb visait à convaincre celui-ci de « limiter » le trafic de drogues à destination de la Chine.

Washington suit avec intérêt le comportement des séparatistes ouïghours. Pékin ne s'y trompe pas. Symbole de l'importance militaire que Pékin accorde au Xinjiang, elle a organisé en août 2001 un exercice qui y aurait rassemblé plus de 50000 hommes. Si le thème semble avoir été la lutte contre le « terrorisme », cet exercice a une fois encore démontré la capacité chinoise à mobiliser un volume de forces significatif aux confins de son territoire. Si l'exercice s'est déroulé avant les événements du 11 septembre, nul doute que les « intéressés » garderont en tête cette capacité militaire.

Un panorama de l'importance stratégique militaire de cette région autonome ne pourrait être complet sans évoquer le site de Lop Nor (situé à la limite nord-est du bassin du Tarim) où ont été réalisés de 1964 à 1996 de l'ordre de 44 (certains auteurs parlent de 45) essais nucléaires. Ceux-ci étaient une source de tension supplémentaire entre Pékin et les populations ouïghours mais également avec les Républiques d'Asie Centrale qui estimaient que la Chine faisait bien peu de cas des risques qu'elle faisait courir à ses voisins en terme d'environnement. Le 29 juillet 1996, la Chine a réalisé ce qui est supposé être son dernier essai nucléaire puisqu'il a été suivi d'une déclaration officielle dans laquelle les autorités chinoises annonçaient qu'elles gelaient leurs essais. Au mois de septembre de la même année, la Chine a signé le *CTBT*²⁷ (*Comprehensive Test Ban Treaty*) ce qui donne une certaine crédibilité à la décision unilatérale de suspendre les essais.

La Chine qui avait réussi à obtenir la bombe nucléaire grâce à l'aide de l'Union Soviétique utilisa le site de Lop Nor pour la première fois le 16 octobre 1964 date à laquelle une charge de 15 kilotonnes fut testée tandis que dès le 17 juin 1967 une bombe H y fut testée à son tour. La bombe de la plus grande puissance le fut le 21 mai 1992. Elle avait probablement une puissance de 700 kilotonnes. Ces trois exemples montrent que le site de Lop Nor a permis à la Chine de tester l'ensemble de la panoplie de ses armes quelle qu'en aient pu être leur nature et leur puissance. Ils mettent ainsi en évidence le peu de cas que Pékin faisait des revendications ouïghours en la matière.

Ces essais font à présent l'objet d'un moratoire et, comme il vient de l'être souligné, la Chine a signé le *CTBT*. Pourtant, rien ne permet de conclure que la Chine s'interdira à jamais la reprise des essais. Comme toute nation nucléaire, elle sera tôt ou tard confrontée à l'obsolescence de ses armes. La France a arrêté ses essais dans le Pacifique mais a recours à présent à la simulation pour faire évoluer et pour évaluer le degré de fiabilité de son armement stratégique. Si la Chine n'opte pas pour un processus technologique similaire, elle devra probablement un jour reprendre ses essais au risque de perdre sa capacité nucléaire. Dans une telle hypothèse, le Xinjiang et le site de Lob Nor retrouveraient tout leur intérêt stratégique.

²⁷ La Chine n'a cependant toujours pas ratifié ce traité.

PARTIE 3 : le séparatisme ouïghour

La partie précédente a tenté de montrer que l'importance stratégique de la région autonome du Xinjiang conserve toute son actualité. Il s'agit à présent de mesurer la menace que les mouvements séparatistes ouïghours font peser sur cette région.

1. Le Xinjiang et l'islam

Le Xinjiang est, après l'Ouzbékistan, le second foyer de peuplement turcophone musulman de l'Asie Centrale. Si les deux dernières décennies ont été marquées par une recrudescence des actions terroristes dans cette région autonome voir en dehors (un attentat a notamment été commis à Pékin en 1997), le 11 septembre a permis à Pékin de reprendre à son compte la rhétorique américaine de « la lutte contre le terrorisme islamique international ». S'agit-il d'un prétexte chinois ou de la réalité ?

Cette partie a pour objet de tenter de mesurer le poids de l'islam dans la société ouïghour et d'évaluer les risques de propagation d'éventuels messages islamistes qui arrivent à y pénétrer.

11. L'islam du Xinjiang

Avant d'imaginer un lien entre le terrorisme international et la religion musulmane telle qu'elle est pratiquée au Xinjiang il n'est pas inutile de rappeler les origines de cette religion dans cette partie du monde.

C'est au 10^{ème} siècle que l'islam commence à apparaître aux frontières occidentales du Xinjiang où elle côtoie alors le Bouddhisme et le christianisme nestorien. C'est cependant à compter du 13^{ème} siècle que l'on peut considérer que cette religion s'implante de manière définitive au Xinjiang. Elle contribue d'ailleurs à achever la sédentarisation des peuples concernés. Cet islam du Xinjiang, s'il est de rite sunnite hanéfite est cependant profondément marqué par le soufisme.

Après la transformation de la région en province chinoise, le pouvoir des responsables religieux a été notoirement réduit. Seuls les célébrants de mosquées, les juges (choisis par les autorités chinoises) chargés de l'application du droit coranique en matière de mariage et de divorce (le juge chinois conservant la responsabilité pénale) ont le droit « d'encadrer » la pratique religieuse. Des mollahs demeurent cependant. Ils conservent même un certain prestige social²⁸. Parallèlement à cette « hiérarchie » religieuse officielle, il existe aussi une classe religieuse officieuse, réellement

²⁸ Aux dires de madame Françoise AUBIN (<http://www.ceris-sciencepo.com/publica/cemoti/texte25/aubin.pdf>, AUBIN Françoise, « L'arrière plan historique du nationalisme ouïghour, le Turkestan Oriental des origines au XXème siècle », le Turkestan oriental des origines au XXème siècle », ces mollahs représentent « l'élément fanatique d'une société affable, joyeuse, encline à la paix ».

vénérée par le peuple tandis que des confréries soufies jouent également un rôle social très important.

12. Quelle est la réalité de la pénétration islamique au Xinjiang ?

121. Le soufisme peu enclin à développer un intégrisme djihadiste

Le début des années 80 marque une répétition de l'histoire du Xinjiang avec l'instrumentalisation de l'islam par certains groupuscules dont le but est, au nom de la religion, de souder les minorités musulmanes contre le pouvoir chinois : l'idée du « djihad » réapparaît. Le « Partie islamique du Turkestan Oriental » ou PITO a tenté ainsi de lancer une vaste campagne qui visait probablement plus à attirer l'opinion internationale sur les difficultés des minorités musulmanes des confins de la Chine qu'à libérer la région du joug chinois. Cette période a été également marquée par la guerre que livraient les Afghans contre les Soviétiques à laquelle prenaient part les extrémistes religieux, les Talibans. A cette époque, ces extrémistes qui se battaient non loin des frontières du Xinjiang, faisaient craindre à Pékin un risque de contagion. Le PITO véhiculait alors des idées assez proches de celles des « Djihadistes » afghans mais l'idéologie taleb n'a cependant que peu touché le peuple ouïghour. Si l'efficace contrôle des frontières et des mouvements indépendantistes a pour beaucoup contribué à limiter la diffusion de l'idéologie islamiste, les fondements mêmes du sunnisme tel qu'il est vécu au Xinjiang n'est peut être pas complètement étranger aux difficultés rencontrées par la pénétration des islamiques.

Comme il l'a été souligné précédemment, l'islam au Xinjiang est historiquement largement marqué par la mystique soufie (comme une grande partie des Républiques d'Asie Centrale) qui comme le souligne monsieur Rémi Castets²⁹ est peu enclin à accepter les idées diffusées par le wahhabisme : « le poids de l'islam soufi au Xinjiang rend moins aisée la diffusion de ces formes de l'islam (qui se sont diffusées depuis quelques années en Asie Centrale) qui pour la plupart sont largement dérivées du réformisme salafi et du wahhabisme, courants eux-mêmes très critiques vis-à-vis de la mystique soufie ».

Par conséquent, sur le plan purement théologique et en raison de la différence du sunnisme pratiqué au Xinjiang de celui prôné par les terroristes issus du régime taleb (également présents au Pakistan), le peuple ouïghour ne doit pas représenter un terrain très fertile aux idées islamiques. Il est donc probable que la relative montée des extrémistes religieux au Xinjiang trouve davantage sa source dans l'instrumentalisation d'un peuple pauvre que les injustices infligées par le pouvoir central ne cessent de marginaliser, que dans un idéal religieux. L'oppression et le chômage génèrent des révoltés qui trouvent un support à leurs actions dans des mouvements religieux qui

²⁹ <http://www.ceri-sciencespo.com/publica/etude/etude110.pdf>, CASTETS Rémi, « Opposition politique, nationalisme et islam chez les Ouïghours du Xinjiang », les études du CERI – N°110 – octobre 2004

verraient d'un bon œil l'installation d'un régime plus en accord avec leurs idéaux. Cette constatation appelle deux remarques :

- le développement économique de la région, à condition qu'il profite à tous, est susceptible de réduire le risque de dérive islamique au Xinjiang ;
- la montée éventuelle de mouvements islamistes intégristes est-elle générée par des interventions extérieures ?

122. Des interventions extérieures ?

Il semble donc que le Xinjiang ne porte pas en son sein un terreau historique très favorable à l'islam radical. Pourtant comme le redoute Pékin, en dépit des différences théologiques, la proximité du Pakistan d'une part, de l'Afghanistan mais aussi de certains mouvements islamiques terroristes en Asie Centrale (comme le MIO en Ouzbékistan) d'autre part, ne peuvent que faire peser le risque de diffusion du djihad au Xinjiang. Comme il le sera présenté aux paragraphes 5 portant sur les relations que la Chine entretient avec le Pakistan et l'Afghanistan, il est en effet établi que des prédicateurs pakistanais sont venus prêcher au Xinjiang tandis que des Ouighours, en nombre il est vrai réduit, ont pris part aux combats en Afghanistan. Au-delà de cette constatation, une réelle influence étrangère visant à diffuser des idées djihadistes dans cette province est difficile à établir. Pékin maîtrise probablement trop bien l'environnement pour que des mouvements subversifs puissent avoir une réelle efficacité. La Chine ne peut cependant sans doute pas assurer l'étanchéité de ses frontières aux idées extrémistes. Celles-ci, diffusées par des madrasas pakistanaises ou par des mouvements islamiques ouighours installés au sein des Républiques d'Asie centrale ont pu recevoir un certain écho au sein de la population. Il ne peut pourtant pas être affirmé qu'il s'agisse d'une action délibérée de grande envergure aux objectifs politiques et religieux très définis. Les « hauts lieux » de l'extrémisme religieux mondiaux comme ceux issus d'un Etat comme l'Arabie Saoudite n'ont aucune action au Xinjiang même si certains mouvements indépendantistes n'hésitent pas à regretter sinon l'absence en tout cas la faiblesse des financements que leurs mouvements reçoivent de ressortissants de ce pays. Certains considèrent que l'absence de représentativité des mouvements ouighours ne facilite pas l'arrivée de l'argent saoudien. Il peut être suggéré également qu'à de rares exceptions près, ces mouvements ne basent peut-être pas suffisamment leurs revendications sur une dialectique religieuse pour recevoir de « l'argent vert ». Certains Ouighours sont venus s'installer en Arabie Saoudite et il est difficile d'imaginer que ce choix de destination était uniquement politique ou économique et ne soit peu ou prou guidé par une affinité religieuse. Cette diaspora, qui est peut être représentative d'une certaine pratique religieuse, n'est pas très nombreuse, quelques milliers (cette immigration aurait débuté dans les années 30, des ouighours assez aisés auraient profité du pèlerinage à la Mecque pour s'implanter dans ce pays) et sous-entend une fois encore que l'intégrisme a, idéologiquement parlant, du mal à s'imposer au Xinjiang.

13. Le Xinjiang d'aujourd'hui n'est pas « islamiste »

Les extrémistes religieux implantés au Xinjiang peuvent ainsi faire miroiter à une population ouïghour qui se sent « colonisée » par les Hans, un système politique basé sur la Charia qui redonnerait aux Ouïghours le rôle qui devrait être le leur au Xinjiang. Ils soulignent que l'ordre islamique ainsi imposé pourrait permettre de remédier aux maux sociaux dont souffre la population Ouïghour : délinquance, consommation de drogue, prostitution et leur corollaire, développement du sida qui frappe aujourd'hui un taux de plus en plus important de cette population. Ils soulignent les persécutions dont sont l'objet les musulmans de la région et notamment les difficultés rencontrées dans la pratique religieuse et les lois iniques imposées à de bons musulmans en matière de contrôle des natalités pour ne citer que celles-ci.

Comme dans tout Etat pauvre, les thèses de l'islam radical basées sur un discours démagogique a ainsi pu trouver un certain écho au Xinjiang mais ne semble cependant a priori pas s'être généralisées.

L'islam est étroitement lié à l'identité de la population autochtone du Xinjiang. Celle-ci n'en est pas forcément devenue intégriste. Il semblerait même (comme dans d'autres régions du monde) que la religion soit devenue un outil politique que chaque intervenant tente d'instrumentaliser à son profit :

- Pékin met en avant le terrorisme international sur fond de risque de montée de l'islamisme pour justifier sa politique répressive dans la région ;
- Les mouvements autonomistes jouent sur leur religion par opposition aux Hans communistes pour tenter de trouver en elle le lien fort qui manque à des mouvements séparatistes peu homogènes ;
- Les islamistes, rares, tentent de diaboliser l'action chinoise tout en soulignant le facteur commun qui unit le peuple ouïghour, à savoir l'islam pour tenter de développer un islam fort dans cette région autonome.

L'islam reste un aspect important de la culture ouïghour. Certains mouvements islamiques n'hésitent pas à taxer « d'acculturés » des mouvements séparatistes laïcs comme celui qui avait été prôné par Isa Yusuf Alptekin. Le peuple ouïghour n'est cependant très certainement pas islamique par nature : le soufisme est trop éloigné du wahhabisme. D'ailleurs, malgré la proximité de la « guerre sainte » qui se déroulait (et continue par certains aspects à se dérouler) dans leur environnement immédiat, force est de constater que rares ont été les volontaires ouïghours au martyre.

2. Le mythe de l'homogénéité du nationalisme Ouïghour – l'absence de légitimité internationale

21. L'absence de cohésion au sein de la population ouïghour

Le paragraphe précédent tendait à montrer que l'islam, s'il était un caractère commun aux mouvements séparatistes ouïghours, ne pouvait cependant pas être systématiquement qualifié de radical et ne pouvait être non plus, ni une base solide aux revendications sécessionnistes ni une source d'aide extérieure efficace.

Ce dernier point représente donc l'une des difficultés majeures rencontrée par les Ouïghours qui ont du mal à créer un mouvement unifié : ni l'islam, ni l'identité ethnique ni même la volonté de s'affranchir du pouvoir central ne semblent être des éléments de cohésion « nationale ».

Les Ouïghours ont historiquement tendance à s'identifier aux oasis d'où ils sont issus au détriment d'une identité unitaire. L'absence d'un tel sentiment a également pour corollaire l'absence d'un chef charismatique en qui les différents mouvements pourraient s'identifier mais surtout qui pourrait être suffisamment représentatif à l'échelle internationale (à l'image du Dalai Lama pour le Tibet même si la Chine a bien souvent tendance à faire fi de cette reconnaissance internationale en se bornant à déclarer que le Tibet est une affaire de politique intérieure). L'absence d'une telle personnalité à la tête de mouvements parfois rivaux cantonne le problème du Xinjiang et de ses « minorités » dans un relatif anonymat sur la scène internationale. Seules quelques organisations humanitaires (parmi lesquelles peut être citée *Amnesty Internationale*) dénoncent avec autant de force que d'impuissance, les exactions dont sont victimes les minorités ouïghours confrontées aux vagues de répression chinoise. Pire encore pour ces mouvements que cet anonymat, l'absence de reconnaissance internationale prive les mouvements indépendantistes des ressources financières indispensables à toute guérilla ou simplement à toute action de lobbying efficace.

Cet isolement et le manque d'écoute à l'échelle internationale représentent d'ailleurs le risque de voir certains indépendantistes prêter une oreille attentive aux discours des extrémistes religieux si cette relative docilité peut leur apporter l'aide matérielle qui leur fait défaut.

22. Une multitude de mouvements ouïghours

Le mouvement ouïghour s'organise depuis de longues années avec beaucoup de difficultés. Celles-ci sont révélatrices d'une certaine absence de cohérence et d'homogénéité. Des groupes extrémistes violents côtoient des mouvements à connotation essentiellement culturelle. Cette diversité fait d'ailleurs le jeu de Pékin qui par une rapide assimilation, use du prétexte de la lutte contre le terrorisme pour mener une répression sans distinction et sans merci contre les représentants de ces différentes entités (voir paragraphe infra).

Ces différents mouvements, s'ils sont parfois nés au Xinjiang ont souvent été traqués par les autorités chinoises et s'appuient aujourd'hui essentiellement sur la diaspora ouïghour qui se trouve en majorité implantée dans les Républiques d'Asie Centrale. Le nombre exact de Ouïghours

installés et parfois réfugiés en Asie Centrale est difficile à évaluer³⁰. Les inquiétudes chinoises vis-à-vis du risque de voir les Ouïghours s'appuyer sur les nouvelles républiques d'Asie Centrale étaient donc pour partie fondées. C'est en effet au Kazakhstan qu'ont été créés les premiers mouvements d'inspiration indépendantiste. En effet, dès juin 1992³¹ est née « l'Organisation pour la liberté de l'Ouïghouristan » qui publiait le journal « Ouïghouristan ». A la même époque a été fondé le « Front national uni révolutionnaire du Turkestan oriental ». Ces deux mouvements prônaient ouvertement la lutte armée contre le pouvoir chinois. Un autre groupe qui avait tenté initialement de fédérer l'ensemble des Ouïghours d'Asie centrale a dû revoir à la baisse ses ambitions. Il s'est alors rebaptisé « l'Organisation régionale ouïghour du Kazakhstan ». A la suite de l'assassinat de son leader, « l'Organisation pour la liberté de l'Ouïghouristan » a éclaté en deux branches dont l'une a fusionné avec « l'Organisation régionale ouïghour du Kazakhstan ». A partir du milieu des années 1990, ces organisations ont été contraintes à la clandestinité par le gouvernement kazakh. Des comités ont également vu le jour au Tadjikistan et au Kirghizistan comme par exemple « l'Union des Ouïghours du Kirghizistan ».

La Turquie héberge dès 1961 des associations : « l'Association des émigrés du Turkestan oriental », « l'Association d'entraide du Turkestan oriental ». Un gouvernement en exil du Turkestan oriental y sera également symboliquement installé par Mehmet Emin Bughra et Isa Yusuf Alptekin. Des journaux sont aussi publiés à Istanbul, *Doğu Türkistan Sesi* (Voix du Turkestan oriental) et à Kayseri, *Gök Bayrak*. Yusuf Alptekin est resté jusqu'à sa mort, une figure emblématique de la diaspora ouïghour. Il est décédé en décembre 1995 à Istanbul.

Enfin l'Allemagne (où est créé à Munich en 1996 le « Centre d'information du Turkestan oriental »), les Etats-Unis, l'Australie mais également l'Arabie Saoudite hébergent des communautés ouïghours parfois regroupées en associations.

23. Les modes d'actions sont parfois ceux des terroristes

Pékin a très régulièrement réprimé par la force les mouvements indépendantistes qui en retour ont commis des attentats meurtriers. Il faut en effet souligner que tous les mouvements indépendantistes ouïghours ne sont pas pacifiques. Il est difficile de faire le bilan des attentats que ces derniers ont perpétrés au Xinjiang mais certains mouvements prônent clairement la lutte armée. Pékin dénonce depuis le 11 septembre 2001 les attentats et les actions terroristes perpétrés par les mouvements séparatistes. Ces actions ont ainsi été regroupées dans un document publié par Pékin

³⁰ Ces chiffres varient entre 185000 et 500000 au Kazakhstan, 37000 et 250000 au Kirghizistan, 5000 à 20000 au Turkménistan. En Ouzbékistan, le chiffre officiel est de 36000. <http://cemoti.revues.org/document144.html>, KELLNER Thierry, « La Chine et les Républiques d'Asie Centrale : de la défiance au partenariat ».

³¹ Il faut souligner cependant que les premiers mouvements ouïghours ont vu le jour bien avant cette date puisque dès 1949, certains mouvements existaient au sein de l'URSS. Il est possible d'ailleurs qu'ils aient été manipulés par les services spéciaux soviétiques à l'époque où l'URSS et la Chine entretenaient des relations conflictuelles.

qui évoque l'existence de 40 organisations terroristes ayant commis des attentats variés parmi lesquels peuvent être citées, à titre d'exemple, certaines actions :

- le 5 février 1991, une bombe explose dans un bus à Urumqi blessant 20 personnes ;
- le 15 juillet 1996, un parti autonomiste est accusé d'avoir fomenté une révolte dans une prison qui avait entraîné la mort de 15 personnes ;
- le 25 février 1997, un attentat perpétré à Urumqi fait 100 victimes.
- le 7 mars 1997, une bombe a explosé à Pékin ; cet attentat a été revendiqué depuis le Kazakhstan par une organisation inconnue.

Ces exemples cités parmi de nombreux autres doivent être rapportés avec toutes les précautions que la source incite à prendre mais montrent cependant que la région est périodiquement sujette à certains troubles. 200 attentats de natures diverses auraient ainsi été perpétrés entre 1990 et 1997, les cibles étant bien souvent des bâtiments officiels notamment des bureaux chargés du contrôle des naissances.

Les événements de Yining sont à ce titre un symbole de la lutte contre le pouvoir central. En février 1997, des jeunes Ouighours descendent dans la rue à Yining en réaction à la campagne « frapper fort » lancée par Pékin (cette campagne était sensée lutter contre la criminalité). Dans un premier temps, les autorités sont dépassées et le mouvement dégénère en émeutes. La répression qui suivra (elle entraînera, selon les sources, des dizaines ou des centaines de victimes et un nombre considérable d'arrestations³²) marquera longtemps les mouvements ouighours et la diaspora.

Depuis la fin des années 90, le nombre d'attentats semble avoir décliné en raison très probablement des pressions que le gouvernement chinois a fait peser sur les minorités de la région autonome du Xinjiang mais également sur les Républiques d'Asie Centrale comme il le sera souligné au paragraphe 4.

Finalement, alors que les mouvements ouighours tentent de s'organiser, le 11 septembre a permis à Pékin de dénoncer dans un amalgame douteux, les agissements d'organisations effectivement impliquées dans des attentats et des assassinats ciblés, la lutte contre la criminalité parfois transfrontalière souvent engendrée par un taux de chômage élevé et des inégalités économiques qui se creusent, et des mouvements pacifistes. Ces derniers tentent, officiellement en tout cas, de dénoncer les exactions dont sont victimes les minorités au Xinjiang tout en revendiquant une forme d'autonomie. Malgré la diversité des objectifs visés, des tentatives d'unification ont été entreprises dès le début des années 90.

³² Des sites Internet ouvertement favorables à la cause ouighour vont jusqu'à citer le chiffre de 10000 arrestations réalisées durant les campagnes « Frapper fort ».

24. Une tentative d'unification des mouvements ouighours

Le panorama des associations ouighours du milieu des années 1990 qui a été fait est loin d'être exhaustif mais il met en évidence son morcellement synonyme d'inefficacité quand il s'agit de faire entendre une hypothétique voix unifiée du Xinjiang. Un premier pas vers plus de cohérence a été fait en 1992 lors du premier « Congrès national du Turkestan oriental » qui s'est tenu à Istanbul. En 1996, le « Congrès mondial des jeunesses ouighours » réunit à Munich a créé « l'Union mondiale des jeunesses ouighours ». C'est finalement en 1999 qu'Enver Can, Président du « Congrès national du Turkestan Oriental », a réussi à unifier les mouvements non violents ouighours sous le nom de « Congrès national du Turkestan oriental ». Ce congrès et « l'Union nationale des jeunesses ouighours » ne fusionnent que le 18 avril 2004 pour donner naissance au « Congrès mondial ouighour » présidé par Erkin Altpekin³³. La nomination du fils d'Isa Yusuf Altpekin n'a pas été aisée. La recherche d'une personnalité apte à réunir les trois critères indispensables à une bonne représentativité de la cause ouighour, à savoir, une reconnaissance internationale, une assise sociale suffisante dans son pays d'accueil et une renommée dans son pays d'origine, n'a pas été facile.

3. La réponse de Pékin : « l'effet 11 septembre » contre les mouvements séparatistes

Comme il l'a déjà été mentionné, la décennie 90 est caractérisée par la prise de nombreuses mesures coercitives par Pékin dans le but de maîtriser, d'une part les mouvements autonomistes, d'autre part une éventuelle montée du radicalisme religieux. Ainsi, dans le cadre des campagnes « frapper fort », Pékin a pris des mesures strictes visant à renforcer le contrôle des populations du Xinjiang. Le Parti Communiste Chinois, PCC, a donc donné des directives pour que :

- l'enseignement de l'islam soit strictement contrôlé, c'est ainsi que les écoles coraniques non enregistrées ont été fermées ;
- le discours officiel du parti soit diffusé dans les mosquées ;
- soit réalisé un fichage des personnes ayant suivi un enseignement religieux ;
- le contrôle des imams soit renforcé (depuis mars 2001, ils sont notamment obligés de suivre des cours « d'éducation patriotique » sous peine de perdre leur autorisation d'exercer).

La liste de mesures prises n'est pas exhaustive. Elle montre cependant les dispositions de Pékin vis-à-vis des « extrémistes ». Cette campagne de répression entraînera les événements de Yining en février 1997. La répression répond donc aux émeutes et aux attentats qui entraînent à nouveau d'autres attentats (etc). Si cette politique répressive semble avoir eu raison de l'essentiel des groupuscules indépendantistes plus ou moins « religieux », elle aura également eu pour effet d'exacerber les rancœurs.

³³ Notons qu'en 1996, la candidature d'Erkin Altpekin n'avait pas été approuvée en raison du veto de la diaspora installée en Arabie Saoudite qui était alors le principal pourvoyeur de fonds des associations.

Le 11 septembre vient bousculer la politique de communication de Pékin sur les difficultés qu'elle rencontre au Xinjiang. De discret, le PCC est devenu prolix. Il s'est ainsi lancé dans une grande campagne de dénonciation des actions terroristes dont il s'estimait être victime au Xinjiang ou dans le reste de la Chine. L'objectif politique est donc à présent de faire reconnaître par la communauté internationale l'existence effective d'un ou de plusieurs mouvements terroristes islamiques sur son territoire, mouvements qu'elle affirme être liés au terrorisme international³⁴.

Dans un rapport publié par le Conseil des affaires d'Etat chinois le 21 janvier 2002, l'accent est mis sur le lien qui unit al-Qaïda à certaines organisations ouïghours. Pékin insiste en particulier sur les liens qu'aurait entretenus le « Mouvement Islamique du Turkestan Oriental », MITO avec le réseau de Ben Laden. La sincérité des autorités chinoises sur la réalité d'une telle relation est sujette à caution. En effet, Pékin était l'une des rares capitales mondiales à entretenir des relations avec les Talibans (bien que non officielles) alors que ceux-ci accueillent sur leur sol des camps d'entraînement d'al-Qaïda. La nouvelle attitude de Pékin vis-à-vis du mouvement terroriste repose sur un certain pragmatisme : avant le 11 septembre, le régime taleb, ennemi numéro un des Etats-Unis, était vu par Pékin avec une certaine bienveillance (d'autres raisons pourraient être évoquées mais elles sortent du cadre de cette étude). Ce régime renversé, la Chine tente de retourner à son profit la situation en arguant du prétexte de la lutte contre le terrorisme international pour accroître la pression sur le Xinjiang. Cette nouvelle politique a finalement conduit en août 2002 les Etats-Unis (sans doute trop contents de comptabiliser à leurs côtés et à peu de frais un allié improbable dans leur grande campagne de lutte contre le terrorisme³⁵) et l'ONU à inscrire le MITO³⁶ sur la liste des organisations terroristes.

Il peut donc être considéré que Pékin, tout en se montrant le bon élève dans la lutte contre le terrorisme international, vise surtout à obtenir une certaine impunité dans ses agissements au Xinjiang, un peu à l'image de celle que Moscou recherchait en Tchétchénie. Au-delà de ces considérations de « politique intérieure », la Chine redoute par-dessus tout qu'une présence durable des Etats-Unis dans l'environnement proche de la Chine ne vienne contrecarrer ses plans en Asie Centrale en matière énergétique. En tentant de se concilier les bonnes grâces américaines, elle pouvait aussi espérer préserver son influence dans cette région.

Après cette reconnaissance du MITO comme organisation terroriste par la communauté internationale, la Chine a publié en décembre 2003 la liste de quatre autres organisations et de 11 personnes qualifiées de terroristes. Ces décisions étaient en germe dans la déclaration que le porte-

³⁴ Pékin serait allé, selon des militants ouïghours, jusqu'à imaginer la création du « Parti d'Allah du Turkestan oriental islamique » pour justifier sa politique répressive au Xinjiang.

³⁵ L'une des raisons qui a conduit Washington à inscrire le MITO sur sa liste des organisations terroristes a été le projet qu'aurait eu ce mouvement d'organiser un attentat contre l'ambassade américaine au Kirghizistan.

³⁶ Le lien du MITO avec le terrorisme international n'est d'ailleurs pas forcément exclu. Son chef, Hasan Makhsum a ainsi été tué au Sud Waziristan par les forces pakistanaises auxquelles s'étaient joints des agents chinois.

parole du gouvernement chinois, monsieur Zhu Bang Zao, avait faite au cours des jours qui ont suivi le 11 septembre : « Les Etats-Unis nous ont demandé de les aider à lutter contre le terrorisme. De la même manière, nous avons des raisons de demander aux Etats-Unis de nous accorder leur soutien et leur compréhension dans la lutte contre le terrorisme et le séparatisme. Il ne peut y avoir de double standard »³⁷. La politique de condamnation, sans beaucoup de discernement par les autorités chinoises, des formations ouïghours rassemble dans le même discours des terroristes du MITO et des membres du « Centre d'information du Turkestan oriental » qui semblent bien plus inoffensifs. En mélangeant terroristes et organisations de défense des droits de l'homme, Pékin tente très probablement de jeter le discrédit sur l'ensemble des dirigeants indépendantistes quelle que soit la politique dans laquelle ils se sont engagés.

Pourtant et malgré le discours de Pékin très en phase pour une fois avec la communauté internationale, il semble qu'en raison notamment de l'inspiration soufie de l'islam au Xinjiang, cette région est encore aujourd'hui peu frappée par l'intégrisme islamique même si des groupuscules qui en sont proches ont pu ou peuvent encore aujourd'hui y sévir.

A cet égard, monsieur Enver Ca³⁸, Président du « Congrès national du Turkestan Oriental » affirmait en 2002 que les Ouïghours n'avaient jamais été des extrémistes religieux. Par ailleurs, il estimait que le MITO était un mouvement pratiquement inconnu et que par conséquent, il ne pouvait pas être représentatif de la cause ouïghour. Enfin, il rappelait que des Ouïghours, fuyant le régime de Pékin, s'étaient réfugiés auprès des Républiques d'Asie Centrales. Celles-ci, sous la pression pékinoise, étaient amenées de plus en plus à extraditer ces réfugiés. Des petits groupes avaient donc du trouver refuge au Pakistan ou en Afghanistan. En contact direct avec des madrasas, certains d'entre eux ont ainsi pu adhérer à des idéologies extrémistes. Ce scénario finalement assez crédible relativise aussi le rôle que pourraient jouer ces mouvements islamistes sur la scène internationale.

Il faut noter enfin que les mouvements autonomistes ouïghours s'appuient encore aujourd'hui davantage sur une diaspora implantée en Asie Centrale que sur un discours populiste des islamistes. Cette politique ne sera pourtant peut être pas éternelle en raison de la politique de rapprochement initiée et poussée par Pékin avec ces Républiques d'Asie Centrale et qui pénalise les mouvements extrémistes autant que les mouvements pacifiques.

³⁷ http://www.cefc.com.hk/fr/pc/articles/art_ligne.php?num_art_ligne=6701, NIQUET Valérie, « La Chine face aux défis stratégiques de l'après 11 septembre »

³⁸ http://www.terrorisme.net/info/2002/015_ouigour.htm, Chine: après l'inclusion d'un groupe ouïghour sur la liste des organisations terroristes ». Source : Radio Free Europe - Radio Liberty.

4. Le contrôle chinois sur les mouvements ouighours passe par l'Asie Centrale !

41. La relation entretenue par la Chine avec les Etats d'Asie Centrale

L'indépendance des Etats d'Asie Centrale consécutive à l'explosion de l'URSS, s'est traduite au départ par une certaine méfiance de la part de Pékin. Les autorités chinoises redoutaient en effet que ces indépendances n'aient un effet « domino » et inspirent les mouvements sécessionnistes du Xinjiang. Elles craignaient également qu'elle ne facilite la diffusion d'un islam radical, ou qu'elle ne favorise un sentiment « panturc ». La proximité ethnique des populations des pays d'Asie centrale (notamment les Kirghizes, les Ouzbeks et les Kazakhs) de celles habitant le Xinjiang risquait de favoriser le phénomène de contagion tant redouté.

Finalement cette inquiétude s'est avérée assez peu fondée. Un premier moment de suspicion a fait place à une politique de rapprochement qui a ouvert de nouvelles perspectives en terme de relations bilatérales. La volonté chinoise de promouvoir une certaine stabilité dans la région n'est pas sans rappeler les Etats tributaires dont elle s'était entourée à l'époque impériale. Ce rapprochement entre Pékin et ces Etats a eu des conséquences indirectes pour le Xinjiang dans le domaine économique mais aussi lorsqu'il s'est agi pour Pékin de traquer les indépendantistes ouighours réfugiés au sein de ces différentes Républiques.

Ces Etats étaient alors conscients qu'ils n'avaient pas d'intérêts à s'attirer l'hostilité de leur grand voisin. La proximité ethnique pèse sans doute bien peu face aux répercussions économiques et politiques qu'engendrerait une brouille avec la Chine. Cette dernière présente également l'immense avantage d'être une alternative en terme de relations internationales à la domination régionale de Moscou mais aussi aujourd'hui, des Etats-Unis. Les Républiques d'Asie Centrale ont donc, à des rythmes divers, affirmé leur volonté de ne pas apporter leur aide aux mouvements indépendantistes (cet élément est d'autant plus grave que sur le million de Ouighours qui forment la diaspora, 850 000 sont installés en Asie Centrale). Ainsi en octobre 1995, à l'occasion d'une visite de Hu Jintao, le Président ouzbek Karimov avait affirmé qu'il s'opposait à toute forme de séparatisme en Chine. La même année, le Président kazakh Nazarbaev tenait des propos similaires et des mouvements nationalistes ouighours étaient alors interdits au Kazakhstan. En avril 1996, ce même Etat allait encore plus loin par le biais des propos de son ministre des affaires étrangères qui mettait en garde les Ouighours contre toute volonté séparatiste. Parallèlement, certains mouvements ouighours étaient alors interdits par Almaty. En avril 1996, le Kirghizistan, le Kazakhstan et la Chine signaient un accord visant à combattre le séparatisme, le terrorisme et toute activité fondamentaliste. Afin de formaliser cette « allégeance », Pékin a provoqué la création du groupe de Shanghai dès l'été 1996. Ce groupe a été transformé en juin 2001 en « Organisation de coopération

de Shanghai³⁹ ». A l'origine les objectifs du groupe de Shanghai étaient de lutter contre le terrorisme, le fondamentalisme islamique et les mouvements séparatistes (ce dernier point porte la marque du « pays fondateur » de ce groupe⁴⁰). Cette organisation a progressivement étendu son champ de compétence. Les 16 et 17 décembre 2004, des groupes de travail se sont réunis à Pékin pour envisager l'établissement d'un « Fonds de développement et d'un Conseil des affaires ». Enfin, des projets touchent également la culture mais aussi le sport, le tourisme et l'éducation. La réelle efficacité de cette association reste à démontrer dans ces différents domaines. Elle ne s'est cependant sans doute pas révélée nulle quand il s'est agi pour la Chine d'accroître la lutte contre les mouvements indépendantistes au Xinjiang.

Pékin semble aujourd'hui bien contrôler la situation au Xinjiang. La politique qu'elle continue d'entretenir avec les Républiques d'Asie Centrale lui permet cependant de conforter son action en privant les mouvements indépendantistes de bases arrières solides. Si certains groupes sont toujours implantés dans ces Etats, le risque de leur interdiction ou, comme cela a déjà été le cas, de l'extradition de certains de leurs leaders vers la Chine⁴¹, les rendent fragiles, leur impose une certaine clandestinité et limite donc leur efficacité. En outre, le groupe a décidé lors d'une réunion qui s'était déroulée en juillet 2000, d'effectuer des manœuvres anti-terroristes et anti-émeutes conjointes. Il a également saisi l'occasion de cette même réunion pour réaffirmer que chaque membre devait interdire sur son territoire les activités pouvant porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité et à l'ordre social des autres Etats.

La période qui a suivi le 11 septembre a d'ailleurs vu cette politique être suivie d'effets. Un exercice de lutte contre le terrorisme⁴² a été organisé en août 2003. La première partie de l'exercice s'était déroulée au Kazakhstan et la seconde au Xinjiang. Un millier de militaires y auraient pris part. En août 2004, des manœuvres anti-terroristes baptisées « Rubezh 2004⁴³ » ont également été organisées au Kazakhstan puis au Kirghizistan engageant 2000 militaires environ. Certaines démarches, en marge du groupe de Shanghai étaient encore plus ciblées contre les Ouïghours : en juillet 2004, les Présidents chinois et ouzbek ont signé un accord (un de plus...) pour « coopérer dans la lutte contre le terrorisme, les mouvements séparatistes, les extrémistes notamment les

³⁹ Cette organisation regroupe en son sein la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et depuis 2001 l'Ouzbékistan.

⁴⁰ Il faut noter qu'aujourd'hui, en plus de ces objectifs affichés, il s'agit aussi pour Pékin de s'assurer de la « coopération » des Etats d'Asie Centrale pour contrer l'hégémonie américaine dans cette région. Ce point dépasse le cadre de cette étude soulignons cependant que l'objectif n'a pas été atteint : les Etats-Unis ont renforcé leur présence au travers de l'OTAN et du Partenariat pour la Paix puis avec l'installation de bases dans le cadre de la guerre en Afghanistan (même si cette installation reste fragile comme le montre les déboires américains en Ouzbékistan).

⁴¹ Le Kazakhstan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan (mais également le Pakistan) ont ainsi déjà extradé des militants ouïghours.

⁴² Le premier exercice de lutte contre le terrorisme se serait déroulé en 2002. Il n'aurait concerné que la Chine et le Kirghizistan.

⁴³ Le thème de cet exercice aurait été la prise de contrôle d'une région par un groupe terroriste international dans l'intention d'y établir un Etat islamique radical.

séparatistes ouïghours et les terroristes du Xinjiang »⁴⁴. Ce dernier accord signé sur une base bilatérale n'est pas sans rappeler celui signé au sein du groupe de Shanghai. Il n'est pas certain qu'il ajoute beaucoup d'efficacité opérationnelle à la lutte contre les Ouïghours mais il renforce néanmoins l'affichage politique voulu par Pékin.

Finalement, la relation que la Chine entretient avec les Républiques d'Asie centrale est fondamentale. Un doute demeure cependant : le nombre important d'accords signés entre la Chine et les Républiques d'Asie Centrale peut tout de même appeler à s'interroger : symbolise-t-il effectivement la qualité des liens qui les unit, traduit-il la volonté pékinoise de sans cesse arrimer ces Républiques à la Chine ou exprime un doute du PCC sur la sincérité de celles-ci ? La réponse est sans doute au confluent de cette interrogation mais avec le renforcement de la présence américaine dans cette région du monde, la Chine a plus que jamais besoin de renforcer le message qu'elle entend faire passer : les Républiques d'Asie centrale appartiennent à sa sphère d'influence et elle entend bien qu'elles y restent.

Pékin a donc réussi à entraîner dans sa voie ces Républiques quand il s'est agi de lutter contre les Ouïghours. Si le groupe de Shanghai est surtout marqué par un affichage politique, à défaut d'avoir pu mettre à son actif des réalisations significatives, il permet cependant à Pékin de garder un œil sur un éventuel renforcement des groupes ouïghours qui se seraient installés au sein de ses différentes Républiques. Les exercices réalisés, qui ne semblent n'avoir jamais impliqué plus de quelques milliers d'hommes sont à relativiser face aux dimensions de l'Armée Populaire (...). Ce groupe de Shanghai montre cependant que les Ouïghours doivent considérer leurs différents cousins comme des alliés peu sûrs et versatiles. Il est un symbole de plus du peu d'écho que ce mouvement indépendantiste a sur la scène internationale.

42. Le panturquisme : « de l'Adriatique à la muraille de Chine »⁴⁵ : sans efficacité pour les Ouïghours.

421. Le panturquisme en Asie Centrale

L'une des conséquences de la disparition de l'URSS et de l'avènement des Républiques d'Asie Centrale a été le renouveau du panturquisme... en Turquie. Si les Etats nouvellement créés et la Turquie mais également la province autonome du Xinjiang partagent une certaine communauté culturelle basée sur l'histoire, le sentiment d'appartenance à une même « entité » comme certains turcs l'ont imaginé peu après 1991 est finalement assez faible. Ankara aurait voulu ranimer un

⁴⁴ Asia Times : www.atimes.com/atimes/china

⁴⁵ Selon les propos de l'ancien Premier ministre turc Süleyman Démirel.

caractère qui avait été étouffé par presque un siècle de régime communiste. Les nouvelles Républiques n'avaient quant à elles aucune envie de se retrouver à nouveau embrigadées dans une « idéologie » qui risquait de les placer une fois encore sous la tutelle d'une capitale extérieure. Elles avaient suffisamment combattu pour gagner leur indépendance pour ne pas la perdre aussi rapidement. Ce sentiment de défense a été d'autant plus fort que la maladresse des Turcs à leur égard a été grande. Le côté « donneur de leçons » et un certain complexe de supériorité turc contribuèrent à susciter un phénomène de rejet. L'élite turque n'hésitait pas à qualifier leurs cousins ouzbeks ou kazakhs de « Turcs ouzbeks » (*Özbek türkleri*) et de « Turk kazakhs » (*Kazak türkleri*) qualificatifs qui ne manquèrent pas de susciter la colère des intéressés. Le panturquisme à marche forcée a été repoussé. Signe du manque de réalisme turc, Ankara avait imaginé lors du premier sommet des Etats turcophones en octobre 1992, la création d'un marché commun, d'une banque de commerce et d'investissements et la construction d'un pipeline reliant l'Asie Centrale, l'Azerbaïdjan aux marchés mondiaux via la Turquie⁴⁶. Les Présidents ouzbek et kazakh ont d'emblée écarté toute institution supranationale.

Il faut cependant noter que cet allié turc n'a pas été immédiatement rejeté, il présentait même au début de la décennie 90 un certain avantage pour les nouvelles Républiques. Ankara a ainsi été la première capitale à reconnaître leur toute jeune indépendance. Le Président ouzbek déclarait en 1992 que seule la voie turque convenait à l'Ouzbékistan. Ce genre de déclaration n'a pu que conforter la Turquie dans ses certitudes empreintes d'idéalisme qui ont conduit aux excès soulignés ci-dessus. Elle a du vite déchanter malgré une politique assez active : la Turquie a ainsi accueilli 10000 étudiants des Républiques sœurs de 1991 à 1992 avec des résultats plus que mitigés pour ne pas parler d'échec. L'aveuglement doctrinaire turc l'a même poussé à croire que la similitude des langues pouvait lui permettre d'organiser un premier sommet des Etats turcophones sans interprète : le réalisme a du faire place à l'idéalisme (...).

La Turquie, qui avait tenté d'exporter « un islam à la turque » a donc du rapidement se rendre à l'évidence que la turcité ne pouvait pas être un élément de cohésion politique très fort dans une région à la géopolitique mouvementée au sein de laquelle d'autres acteurs dont la Chine pouvait jouer un rôle tout aussi essentiel que le sien. Ankara a pu renforcer ses relations bilatérales mais a placé au second plan le panturquisme.

422. Le panturquisme : un espoir pour le Xinjiang ?

Dans un tel contexte, quelle importance doit être accordée au panturquisme au Xinjiang ? Selon le discours tenu par le Président Karimov en 1998 en marge du sommet d'Astana, l'unité du monde turc devait avoir ses limites. Evoquant le problème ouighours, il n'a pas hésité à suggérer qu'il

⁴⁶ Notons qu'un discours similaire reste d'actualité en Turquie. Selon Ankara, l'oléoduc Baku – Tbilissi – Ceyhan doit permettre d'acheminer les richesses de la Caspienne à ... l'Europe : adaptation d'un discours à l'actualité politique du moment. La Turquie serait ainsi devenue le pont entre le pétrole asiatique et l'Europe.

n'entendait en aucun cas compromettre ses relations avec la Chine. Il est probable que ce point de vue est partagé par une majorité de dirigeants des Etats de cette partie du monde. Ankara, pas plus que les autres capitales d'Asie Centrale n'a d'intérêt à se brouiller avec la Chine. Le panturquisme a ses limites. Si certains groupes ouighours ont pu et peuvent encore trouver refuge en Turquie, il est probable qu'Ankara n'ira pas plus loin que ce relatif asile accordé à ces groupes. Il peut difficilement être considéré qu'il s'agisse de la part de la Turquie d'une politique délibérée de soutien à un mouvement quelque peu éloigné géographiquement mais sans doute aussi de ses principales préoccupations.

Les Ouighours tentent de jouer sur la corde sensible de l'origine ethnique et linguistique mais avec un succès très limité. La cause ouighour ne justifie sans doute pas des risques politiques importants pour ceux qui accepteraient de la défendre (...).

423. Le panturquisme : un idéal sans lendemain en Asie Centrale ?

Le « panturquisme » fait donc un peu partie de l'imaginaire collectif turc mais aussi des Républiques turcophones. Au-delà de cet idéalisme issu de l'histoire, le pragmatisme pousse les gouvernements à plus de réalisme. Si une certaine communauté culturelle peut être discernée entre ces Etats, l'opposition de Moscou et de Pékin à une telle idée achève de rendre caduque un projet qui ne semble donc plus dès lors n'intéresser que des minorités « opprimées » comme les Ouighours. En Asie Centrale, Pékin demeure vigilante et crée les outils nécessaires à sa politique pour limiter le soutien que les nouvelles Républiques sont susceptibles d'apporter aux Ouighours.

Le panturquisme n'a semble-t-il guère plus de chance d'apporter un soutien efficace à la cause ouighour.

5. Pakistan et Afghanistan : un soutien pour les Ouighours ?

51. Les Ouighours face à la coopération sino-pakistanaise

Le Pakistan est depuis longtemps un allié stratégique de la Chine en raison notamment de « l'ennemi » commun qui les rapproche : l'Inde. Symbole de la qualité de ses relations, le Pakistan, appuyé dans sa démarche par la Chine, a tenté de se rapprocher du groupe de Shanghai. Les autres membres ont refusé un tel rapprochement en raison des liens entretenus par le régime d'Islamabad avec les Talibans.

Au-delà des relations institutionnelles, la réalité aux frontières et au sein des populations est quelque peu différente. Comme de nombreux jeunes musulmans du monde, des étudiants ouighours sont allés et viennent sans doute encore étudier le coran dans les madrasas du Pakistan. Cette formation reçue par certains Ouighours mais aussi la venue de prédicateurs pakistanais au Xinjiang

ont quelque fois fortement irrité les autorités pékinoises au risque de contrarier la sérénité des relations entretenues par les deux pays. Ainsi, au milieu des années 80, l'ouverture au commerce transfrontalier de la route de Karakoram avait conduit de nombreux Pakistanais à venir prêcher au Xinjiang. Cette menace de diffusion des idées islamistes avait conduit Pékin à fermer ce poste frontière de 1992 à 1994. A la réouverture de cette route, les autorités chinoises avaient procédé à l'arrestation de 450 Pakistanais pour « activités illégales » sans que la nature de ces activités soit clairement définie.

Il est cependant difficile de connaître le nombre de Ouïghours qui sont partis étudier au Pakistan. Si Pékin affirme qu'une dizaine de milliers auraient suivi une formation dans une école coranique pakistanaise, ce chiffre reste naturellement incontrôlable. La réalité d'une telle formation ne peut cependant pas être remise en cause tout comme il ne peut être exclu qu'une partie de ces étudiants est allée « parfaire » sa formation pratique et participer au djihad en Afghanistan.

Pourtant si ces mouvements transfrontaliers traduisent la volonté de certains religieux pakistanais de vouloir apporter une « aide » au Xinjiang, le discours et le comportement du gouvernement d'Islamabad est différent. Officiellement engagé aux côtés des Américains dans la lutte contre le terrorisme, le gouvernement pakistanais n'avait sans doute d'autre alternative que celle d'appuyer son allié, la Chine, dans sa propre lutte contre le terrorisme. C'est d'ailleurs ce qu'a déclaré le Président Musharaf lors de sa visite à Pékin en décembre 2001. Symbole de cette coopération, Ismaïl Kadir, considéré comme le numéro trois du « Mouvement islamique du Turkestan oriental » a été arrêté en Azad Kashmir puis extradé vers la Chine en mars 2002. Le leader de ce même mouvement, Hasan Mahsum, a été tué lors d'une opération militaire au Pakistan (au sud Wasiristan, des agents chinois auraient participé à l'opération aux côtés des forces pakistanaises) en octobre 2003. Plus récemment encore, la Chine et le Pakistan auraient conduit en août 2004 un exercice baptisé « Friendship 2004 »⁴⁷ à la frontière du Xinjiang et du Pakistan. Le but de cet exercice était « d'améliorer la capacité à combattre ensemble le terrorisme et à contenir et réprimer les forces séparatistes, extrémistes et terroristes ». Si certaines sources affirment que seuls 200 soldats y auraient pris part, chiffre non vérifiable, il a cependant force de symbole de la coopération sino-pakistanaise dans la lutte contre le terrorisme. La zone géographique dans laquelle se déroulait l'exercice ne laisse quant à elle aucun doute sur les cibles qui étaient visées.

Le Pakistan s'est donc clairement affiché aux côtés de la Chine dans la lutte contre le « terrorisme » et la lutte contre le séparatisme ouïghour. Si est vrai que ces derniers sont majoritairement de confession musulmane et donc, théoriquement proche des Pakistanais, le gouvernement d'Islamabad s'est cependant tellement engagé aux côtés des Américains en traquant le réseau al-Qaïda sur ses frontières avec l'Afghanistan, s'attirant ainsi les foudres d'une partie de sa population, que son implication sur la frontière chinoise ne peut guère lui attirer plus de difficultés

⁴⁷ <http://www.atimes.com/atimes/China/FH13Ad01.html>, Asia Times, MACKERRAS Colin, « Pivot of Asia sees China – Pakistan maneuvers ».

sur le plan intérieur. Il reste par contre important pour lui d'entretenir de bonnes relations avec son puissant voisin, allié de toujours contre l'Inde. Si le Pakistan s'est rapproché des Etats-Unis après le 11 septembre, il n'a cependant aucun intérêt à se brouiller avec Pékin en lui refusant son soutien dans sa lutte contre les Ouïghours. Ces derniers, une fois encore, pâtissent de leur peu de poids sur la scène internationale et sont sacrifiés aux intérêts égoïstes des nations.

52. Les Ouïghours, l'Afghanistan et le pragmatisme de Pékin

Si la politique affichée par Pékin à l'égard du Pakistan est claire et fait preuve d'une certaine constance, celle entretenue avec l'Afghanistan est beaucoup plus ambiguë et se caractérise surtout par son pragmatisme.

Si Pékin n'entretenait pas de relations avec le régime taleb durant les années 90 suivant en cela l'ONU, il est cependant attesté que l'ambassadeur de Chine au Pakistan a été l'une des rares autorités à avoir rencontré le mollah Omar en 2000⁴⁸. Dans le même esprit, la Chine n'a pas pris part aux sanctions imposées à l'Afghanistan par l'ONU et aurait même entretenu certaines relations économiques avec ce pays.

Après le 11 septembre, il n'était plus question pour Pékin de poursuivre cette liaison dangereuse. Ne pouvant se rapprocher de Kaboul, Pékin a profité de la crise pour instrumentaliser le conflit afghan en dénonçant les liens entretenus par les séparatistes ouïghours avec les « fous de Dieu » afghans. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois, monsieur Zhu Bangzao s'exprimait alors en ces termes : « Nous avons des preuves que plusieurs centaines de terroristes du Xinjiang ont été entraînés en Afghanistan et qu'ils sont liés aux camps de Ben Laden (...). Certains de ces terroristes sont rentrés au pays engager des actions de déstabilisation tandis que d'autres sont restés combattre en Afghanistan »⁴⁹. Le nombre de Ouïghours qui auraient combattu aux côtés des Talibans est incertain. Il oscille entre 200 à 500 selon les experts occidentaux⁵⁰ à plusieurs milliers selon les autorités chinoises. Celles-ci⁵¹ estiment également que 300 Ouïghours auraient été faits prisonniers en Afghanistan, 20 auraient été tués, 600 auraient fui au Pakistan tandis que 110 auraient été faits prisonniers à leur retour en Chine. Pour relativiser ces chiffres, notons que sur les 650 prisonniers de Guantanamo, il n'y aurait que 22 Ouïghours⁵². Il est donc difficile de se faire une idée exacte de la participation des Ouïghours à « l'internationale djihadiste » mais les chiffres donnés par les Américains tendent à penser que cette participation est restée relativement modeste.

⁴⁸ http://www.cefc.com.hk/fr/pc/articles/art_ligne.php?num_art_ligne=6701, NIQUET Valérie, « La Chine face aux défis stratégiques de l'après 11 septembre »

⁴⁹ Le Monde, 19/11/2001.

⁵⁰ <http://www.diploweb.com/p51ell1.htm>, KELLNER Thierry, « La Chine, les talibans et le Xinjiang »

⁵¹ Les Chinois affirment que 2000 à 3000 Ouïghours auraient transité par l'Afghanistan. Des analyses occidentales évoquent le chiffre de 200 à 500. (<http://www.diploweb.com/p51ell1.htm>, KELLNER Thierry, « La Chine, les talibans et le Xinjiang »).

⁵² Le site de l'association des Ouïghours aux Etats-Unis semble en comptabiliser 27. Les Etats-Unis envisageraient d'en libérer 15 mais ont exclu de les extradier vers la Chine. Le problème de leur futur pays d'accueil reste entier.

Que Pékin ait apporté un certain soutien au régime taleb est probable. Les raisons en sont plus incertaines : recherche de nouveaux marchés ou investissement dans un pays paria contre la promesse que les Talibans ne soutiendront pas les indépendantistes qui s'y entraînaient ? Quoiqu'il en soit, Pékin affiche à présent clairement son engagement contre le terrorisme et dénonce le rôle que les Talibans et Ben Laden ont pu jouer dans la formation des « terroristes » ouighours. Il est cependant probable que la cause ouighour ne représente à présent plus le principal sujet de préoccupation des chinois vis-à-vis de l'Afghanistan. La présence américaine à ses portes tout comme un régime à Kaboul favorable à ses libérateurs sont très probablement deux éléments bien plus déstabilisants pour Pékin qui est réduite à une certaine passivité face au développement des événements dans ce pays.

Au-delà de cet aspect géopolitique, la culture de la drogue en Afghanistan qui ne manque probablement pas d'irriguer le marché chinois et notamment le Xinjiang est sans doute un sujet tout aussi inquiétant que d'éventuels séparatistes dont la marge de manœuvre est aujourd'hui, des plus réduite.

CONCLUSION

La crise en Afghanistan et la proximité des Américains en guerre contre l'islamisme terroriste risque de n'être d'aucune aide vraiment efficace aux Ouïghours. A contrario, que l'islam pratiqué par ce peuple se radicalise en réaction aux souffrances endurées et le glas aura sonné pour lui qui, par une telle réaction, se privera du faible capital de sympathie dont il pouvait encore disposer dans les grandes capitales de ce monde. Pékin l'a bien compris et continuera de se poser en victime du « terrorisme international » pour maintenir, par tous les moyens, la stabilité de la région autonome du Xinjiang.

La cause ouïghours semble donc sans issue tant que le régime pékinois se réservera le droit d'utiliser l'arme de la répression contre ses minorités. Dans le meilleur des cas, celle-ci pourra être progressivement amenée à bénéficier du développement d'une région tirée par ses richesses naturelles et la « proximité » des hydrocarbures de Caspienne. Dans le pire des cas, elle sera progressivement assimilée dans l'insouciance générale par l'afflux sans cesse plus important de colons Hans.

L'avenir des Ouïghours de la région autonome du Xinjiang semble donc bien incertain. Cette région qui garde une importance stratégique essentielle pour la Chine, conserve son rôle de lien mais également de glacis de protection qu'elle désert lointain, méconnus, ne bénéficiant pas d'une aura à l'échelle internationale, les Ouïghours malgré leur tentative d'unification des mouvements pacifiques ont du mal à faire reconnaître a très régulièrement joué au cours de son histoire. Qu'il s'agisse de transformer la route de la soie en route du pétrole ou qu'il s'agisse de conserver un œil sur l'évolution de la situation en Asie Centrale, cette région, par sa position géographique, reste un atout incontestable pour Pékin. Il n'est pas étonnant dès lors que le gouvernement central soit particulièrement attentif à l'évolution de sa situation. Faut-il en conclure que les mouvements sécessionnistes ouïghours représentent un réel danger pour la Chine ? Rien n'est moins sûr. Pékin, nonobstant les critiques de la communauté internationale, a su maintenir son joug sur une région turbulente comme le Tibet. Celle-ci avait pourtant un avantage exorbitant sur le Xinjiang: la présence charismatique du Dalaï Lama dont le discours et la situation avaient la faculté d'émouvoir le monde entier. Isolés dans un leur détresse. Cette situation semble d'autant plus désespérée que même les Etats frères d'Asie Centrale n'ont pas eu la force de leur apporter le soutien tant attendu. Si Paris valait bien une messe, les bonnes relations avec la Chine valaient bien le sacrifice de lointains cousins et c'est ce que n'ont pas hésité à faire l'Ouzbékistan et le Kazakhstan pour ne citer qu'eux.

ANNEXE 1 : situation de la région autonome du Xinjiang en Chine



ANNEXE 2 : la région autonome du Xinjiang



ANNEXE 3 : la région autonome du Xinjiang et les hydrocarbures de Caspienne



OGJ

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages en français

GERNET Jacques, *Le Monde Chinois*, éditions Armand Colin, 1999.

TROLLIET Pierre, *Géographie de la Chine*, éditions Que sais-je ?, 1996.

« Questions Internationales » n°6 – mars-avril 2004

SALA Ilaria Maria, « *Assimilation forcée dans le Xinjiang* », *Le Monde Diplomatique*, février – mars 2006.

Documents publiés sur internet

<http://www.china.org.cn/e-white/20030526.htm>, Government White Paper – china.org.cn

<http://www.ceri-sciencepo.com/publica/etude/etude110.pdf>, CASTETS Rémi, « Opposition politique, nationalisme et islam chez les Ouïghours du Xinjiang ».

<http://www.ceri-sciencepo.com/publica/cemoti/texte25/aubin.pdf>, AUBIN Françoise, « L'arrière plan historique du nationalisme ouïghour, le Turkestan Oriental des origines au XXème siècle »

<http://www.diploweb.com/p7kell2.htm>, KELLNER Thierry, « Le Xinjiang et les Ouïghours »

http://www.grip.org/pub/rapports/rg02-1_chine.pdf, KELLNER Thierry, « La Chine et la nouvelle Asie Centrale, de l'indépendance des Républiques centrasiatiques à l'après 11 septembre »

<http://cemoti.revues.org/document144.html>, KELLNER Thierry, « La Chine et les Républiques d'Asie Centrale : de la défiance au partenariat ».

<http://cemoti.revues.org/document51.html>, KELLNER Thierry, « L'intégration du Xinjiang dans l'ensemble chinois : vulnérabilité et sécurité ».

<http://www.diploweb.com/p5lell1.htm>, KELLNER Thierry, « La Chine, les Talibans et le Xinjiang »

<http://cemoti.revues.org/document51.html>, JAN Michel, « L'intégration du Xinjiang dans l'ensemble chinois : vulnérabilité et sécurité »

<http://cemoti.revues.org/document58.html>, KHAMRAEV Hamide, « La géopolitique du pétrole ».

<http://cemoti.revues.org/document39.html>, BESSON Frédérique-Jeanne, « Les Ouïghours au XXème siècle ».

<http://cemoti.revues.org/document60.html>, BESSON Frédérique-Jeanne, « Les Ouïghours hors du Turkestan : de l'exil à la formation de la diaspora »

<http://cemoti.revues.org/document54html>, KUMUL Artoush, « Les Ouïghours au XXème siècle ».

http://www.iris-bg.org/publications/war_on_terror/Iris%204pdf, HABOVA Antonina, « The Shanghai Cooperation Organization : a new regional mechanism for combating terrorism, ethnic separatism, and religious extremism ».

<http://www.iris.edu/IRISnewsletter/fallnews/chinese.html>, Terry C. WALLACE and Mark A. TINKER, University of Arizona, « The last nuclear weapons test? A brief review of the Chinese nuclear weapons program ».

<http://www.ifea-istanbul.net/>, BALCI Bayram, « La Turquie en Asie Centrale. La conversion au réalisme (1991 – 2000) »
http://www.cefc.com.hk/fr/pc/articles/art_ligne.php?num_art_ligne=6701,
NIQUET Valérie, « La Chine face aux défis stratégiques de l'après 11 septembre »

<http://generisfrance.free.fr/esgasia/germond0401.html>, GERMOND Basil, « Chine – Inde – Pakistan : triangle stratégique en Asie du Sud ».

http://www.csis-scrc.gc.ca/fra/comment/com73_f.html, GEORGE Paul, « L'agitation islamique dans la région autonome chinoise du Xinjiang-Ouïghour ».

http://www.frstrategie.org/barreCompétence/approchesRégionales/aj_asm2005.pdf,
JAFALIAN Annie, « Equilibres géopolitiques en Asie Centrale : la montée en puissance de la Chine »

[http://www.xinjiang.gov.cn/1\\$002/1\\$002\\$010/355.jsp?articleid=2005-6-24-0012](http://www.xinjiang.gov.cn/1$002/1$002$010/355.jsp?articleid=2005-6-24-0012), « About Xinjiang (II) »

http://www.ulb.ac.be/inforsciences/files/GH_conflitsb.pdf, « Des enjeux géopolitiques liés aux hydrocarbures ».

<http://www.ladocumentationfrançaise.fr/dossiers/mer-caspienne/oléoduc-construction>,
« Gazoducs et oléoducs en construction ».

<http://www.monde-diplomatic.fr/2005/05/KANDIYOTI/12220>, « De nouvelles routes pour le pétrole et le gaz ».

<http://asiiep.free.fr/chine/chine-actualites-2001.html>, Le Monde, « La Chine attend les dividendes de son soutien à la coalition antiterroriste », 19/11/2001

<http://www.monde-diplomatique.fr/2002/02/SALA/16173>, « Assimilation forcée dans le Xinjiang chinois ».

<http://www.atimes.com/atimes/China/FH13Ad01.html>, Asia Times, MACKERRAS Colin, « Pivot of Asia sees China – Pakistan maneuvers ».

http://www.uyghuramerican.org/press_releases/uyghur_guantanamo_detainees_future_uncertain/ « Uyghur Guantanamo Detainees' Future Uncertain »

<http://fr.chinabroadcast.cn/142/2005/10/14/41@81590.htm>, « Développement des points de passage commerciaux transfrontaliers au Xinjiang ».

http://www.ptb.be/international/article.phtml?section=A1AAABBPBA&object_id=11,
NING Mao, « Quand « le Monde diplomatique » dérape vers les thèses dominatrices de Georges Bush ».

http://www.terrorisme.net/info/2002/015_ouigour.htm, « Chine: après l'inclusion d'un groupe ouïghour sur la liste des organisations terroristes ».

http://french.people.com.cn/french/20000706_42186.html, « Le groupe de Shanghai intensifie la lutte contre les activités illégales ».

<http://www.chine-information.com/mods/dossiers/region-autonome-ouigoure-du-xing>,
« Géographie chinoise, région autonome ouïghour du Xinjiang (Chine) ».

http://www.ptb.be/international/article.phtml?section=A1AAABBP&object_id=9911,
NING Mao, « Comment les USA soutiennent le terrorisme contre la Chine ».

http://www.ambafrance-cn.org/fr/showdetail.php?menu_id=00601&story_id=1,
« La Chine et ses provinces ».

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Xinjiang>, « Xinjiang »

http://coranet.radicalparty.org/pressreleases/press_release.php?func=detailpar=6432,
« Turkestan oriental : est-ce du terrorisme que de lutter pour la liberté et la démocratie ? ».

http://coranet.radicalparty.org/pressreleases/press_release.php?func=detail&par=5971,
« UN sub_commission : the TRP denounces the cultural genocide of the Uyghurs and calls
for documentation of the violation of economic, social and educational rights in east
Turkestan ».

<http://www.quibla.net/asie/Xinjiang.htm>, « Au Far West chinois, un Tibet musulman »

<http://www.quibla.net/asie/asie.html>, « Août 2004: grandes manœuvres antiterroristes ».

<http://www.quibla.net/asie/asie.html> « 23/12/04 - le groupe de Shanghai parle «business»».

<http://web.amnesty.org/library/Index/FRAEUR040022001?open&of=FRA-KGZ>,
« Les persécutions des Ouighours ».

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	4
PARTIE 1 : Présentation générale	6
1. Bref survol historique jusqu'à la chute des Qing.....	6
11. Des « origines » à la chute des Qing	6
12. La situation de 1949 à nos jours.	8
2. Eléments de géographie physique et humaine.....	9
21. Une région des extrêmes.....	9
22. Une population bigarrée	10
3. La situation de la minorité ouïghour au Xinjiang.....	11
31. La colonisation han : les « bingtuans ».....	11
32. Les conséquences de cette colonisation : marginalisation des minorités et renforcement du ressentiment à l'égard des populations Han	12
PARTIE 2 : l'importance stratégique du Xinjiang.....	15
1. Les hydrocarbures	15
11. Une estimation des réserves	15
12. Les difficultés d'exploitation.....	16
13. Le Xinjiang : zone de transit des hydrocarbures de Caspienne	17
2. Le Xinjiang : trait d'union économique avec l'Asie Centrale.....	18
3. Une importance militaire conservant encore une certaine actualité	19
PARTIE 3 : le séparatisme ouïghour	22
1. Le Xinjiang et l'islam	22
11. L'islam du Xinjiang.....	22
12. Quelle est la réalité de la pénétration islamique au Xinjiang ?.....	23
13. Le Xinjiang d'aujourd'hui n'est pas « islamiste »	25
2. Le mythe de l'homogénéité du nationalisme Ouïghour – l'absence de légitimité internationale	26
21. L'absence de cohésion au sein de la population ouïghour	26
22. Une multitude de mouvements ouïghours	26
23. Les modes d'actions sont parfois ceux des terroristes.....	27
24. Une tentative d'unification des mouvements ouïghours	29
3. La réponse de Pékin : « l'effet 11 septembre » contre les mouvements séparatistes	29
4. Le contrôle chinois sur les mouvements ouïghours passe par l'Asie Centrale !.....	32
41. La relation entretenue par la Chine avec les Etats d'Asie Centrale.....	32
42. Le panturquisme : « de l'Adriatique à la muraille de Chine » : sans efficacité pour les Ouïghours.	34
5. Pakistan et Afghanistan : un soutien pour les Ouïghours ?.....	36
51. Les Ouïghours face à la coopération sino-pakistanaise	36
52. Les Ouïghours, l'Afghanistan et le pragmatisme de Pékin	38
CONCLUSION	40
ANNEXE 1 : situation de la région autonome du Xinjiang en Chine	41
ANNEXE 2 : la région autonome du Xinjiang	42
ANNEXE 3 : la région autonome du Xinjiang et les hydrocarbures de Caspienne.....	43
BIBLIOGRAPHIE.....	44